

Selon Alexandre Milicourtois chez Xerfi

L'économie algérienne va mal

Alexandre Milicourtois, directeur de la conjoncture et de la prévision chez Xerfi, a récemment publié une vidéo expliquant toutes les difficultés de l'économie algérienne, un pays en pleine tourmente politique depuis des mois. D'après lui, le nouveau Président Abdelmadjid Tebboune se dresse face à une tâche ardue. Le 2 janvier, tout juste deux semaines après avoir pris ses fonctions, le nouveau chef de l'État algérien Abdelmadjid Tebboune a nommé son premier gouvernement. Les 39 membres sélectionnés, dont beaucoup d'anciens ministres de l'ex-Président Abdelaziz Bouteflika, vont avoir fort à faire, à en croire l'analyse d'Alexandre Milicourtois. Le directeur de la conjoncture et de la prévision chez Xerfi, «la revue audiovisuelle de l'économie, la stratégie et du management» a récemment publié une vidéo expliquant toutes les difficultés de l'économie algérienne. Le titre est sans appel: «La descente aux enfers de l'économie algérienne». Depuis le 16 février 2019, l'Algérie est secouée par de régulières manifestations. Au départ, les citoyens en colère demandaient le départ d'Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis de nombreuses années et qui souhaitaient se présenter pour un nouveau mandat. Devant la ténacité de la foule et la défection de l'armée nationale populaire, Abdelaziz Bouteflika a démissionné le 2 avril 2019. Après un long processus, c'est finalement Abdelmadjid Tebboune qui a pris ses fonctions en tant que nouveau Président le 19 décembre dernier. Abdelmadjid Tebboune est aussi l'ancien Premier ministre de Bouteflika, ce qui provoque la colère de nombreux Algériens qui souhaitent un réel changement de paradigme politique. En plus de ces tensions sociopolitiques, l'économie algérienne va mal, notamment son secteur public, comme le note Alexandre Milicourtois: «Les entreprises publiques qui génèrent encore près de la moitié de la valeur ajoutée industrielle sont moribondes. En 2018, le niveau de la production manufacturière publique représentait à peine plus de la moitié de celle de 1989, quant au taux d'utilisation des capacités de production.

Installation

Les membres du nouveau gouvernement prennent leurs fonctions

Les membres du nouveau gouvernement dirigé par Abdelaziz Djerad ont pris samedi leurs fonctions, moins de 48 heures après leur nomination par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un exécutif de technocrates marqué par l'entrée de jeunes ministres et par la volonté d'imprimer une nouvelle orientation à l'économie, en développant notamment le numérique. Le président Abdelmadjid Tebboune qui veut relancer au plus vite la machine économique présidera dès dimanche la première réunion du Conseil des ministres avec les nouveaux membres du gouvernement, qui entamera son action par l'élaboration de son plan d'action, devant être présenté au Parlement. La composition du gouvernement se veut "le lancement du changement économique en Algérie, conformément aux promesses faites par le président de la République lors de sa campagne électorale et affirmées dans son discours à la nation lors de la prestation de serment", a indiqué le porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd. Le choix des portefeuilles attribués au sein du gouvernement, constitué de 39 membres, dont 5 femmes, 7 ministres délégués et 4 secrétaires d'Etat, renseigne sur les chantiers que le Président entend ouvrir. D'abord le développement de l'économie numérique, un objectif pour lequel a été mis en place un ministère de la micro entreprise, des startup et de l'économie de la connaissance, confié à Yassine Djeridene, qui sera assisté par deux ministres délégués, Nassim Diafat et Yacine Oualid, chargés, respectivement, des incubateurs et des startup. Ces départements ministériels auront pour mission de booster un secteur créateurs d'emplois et constituant la locomotive de l'économie moderne basée sur le numérique. La relance de l'économie, notamment dans son volet industriel, impactée par des contraintes budgétaires, a été confiée à Ferhat Aït Ali Braham, nommé ministre de l'Industrie et des Mines. Cet expert financier est connu pour avoir critiqué l'incohérence des politiques industrielles suivies ces dernières années.

Gestion des affaires de l'Etat

Tebboune souligne que l'Algérie avait besoin d'établir des priorités.



À travers son programme, M. Tebboune prône une nouvelle politique de développement hors-hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Une amélioration du climat des affaires, l'encouragement de l'investissement notamment extérieur direct sont aussi prévus dans ce programme. Le chef de l'Etat avait, d'autre part, relevé que l'Algérie avait besoin en cette période délicate de classer ses priorités pour éviter des lendemains incertains, assurant que l'Etat « sera à l'écoute des aspirations profondes et légitimes de notre peuple au changement radical du mode de gouvernance et à l'avènement d'une nouvelle ère, fondée sur le respect des principes de la démocratie, de l'Etat de droit, de la justice sociale et droits de l'Homme ». Il avait également souligné que la situation que traverse

le pays « nous interpelle, plus que jamais, à parfaire notre gouvernance pour corriger les points faibles de notre pays, réunir les conditions nécessaires à la relance de la croissance économique, au développement de notre pays et à la consolidation de sa place dans le concert des Nations ». Dans l'objectif de lever ces défis, « nous devons dépasser, le plus vite possible, la situation politique actuelle pour entamer l'examen des questions essentielles pour le pays, à travers l'adoption d'une stratégie globale fondée sur une vision politique claire à même de rétablir la confiance du peuple en son Etat et assurer sa mobilisation (peuple) afin de garantir sa stabilité et son avenir », a-t-il estimé, soulignant que cette stratégie vise à « restaurer l'autorité de l'Etat, à travers la poursuite de la lutte contre la corruption,

Vers une reconfiguration de la carte

politique en Algérie

Avec l'investiture de M. Abdelmadjid Tebboune président de la République, tout porte à croire que beaucoup de choses vont changer et que l'Algérie s'apprête à inaugurer une nouvelle ère et à connaître une reconfiguration de la carte politique. En effet, l'effritement qu'ont connu les partis traditionnels qui ont régné sans partage pendant plus de deux décennies, risque de favoriser l'émergence de nouvelles forces politiques qui auront à composer avec le nouveau chef de l'Etat durant les prochaines années. Cette situation pourrait amener M. Tebboune à dissoudre le parlement et organiser des élections législatives anticipées devant aboutir à une nouvelle majorité au sein du pouvoir législatif qui lui serait favorable. Déjà, le nouveau locataire du palais d'El Mouradia a fixé les priorités, notamment en ce qui concerne le dialogue.

Installation Les membres du nouveau gouvernement prennent leurs fonctions

Les membres du nouveau gouvernement dirigé par Abdelaziz Djerad ont pris samedi leurs fonctions, moins de 48 heures après leur nomination par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un exécutif de technocrates marqué par l'entrée de jeunes ministres et par la volonté d'imprimer une nouvelle orientation à l'économie, en développant notamment le numérique. Le président Abdelmadjid Tebboune qui veut relancer au plus vite la machine économique présidera dès dimanche la première réunion du Conseil des ministres avec les nouveaux membres du gouvernement, qui entamera son action par l'élaboration de son plan d'action, devant être présenté au Parlement. La composition du gouvernement se veut "le lancement du changement économique en Algérie, conformément aux promesses faites par le président de la République lors de sa campagne électorale et affirmées dans son discours à la nation lors de la prestation de serment", a indiqué le porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd. Le choix des portefeuilles attribués au sein du gouvernement, constitué de 39 membres, dont 5 femmes, 7 ministres délégués et 4 secrétaires d'Etat, renseigne sur les chantiers que le Président entend ouvrir. D'abord le développement de l'économie numérique, un objectif pour lequel a été mis en place un ministère de la micro entreprise, des startup et de l'économie de la

connaissance, confié à Yassine Djerridene, qui sera assisté par deux ministres délégués, Nassim Diafat et Yacine Oualid, chargés, respectivement, des incubateurs et des startup. Ces départements ministériels auront pour mission de booster un secteur créateurs d'emplois et constituant la locomotive de l'économie moderne basée sur le numérique. La relance de l'économie, notamment dans son volet industriel, impactée par des contraintes budgétaires, a été confiée à Ferhat Aït Ali Braham, nommé ministre de l'Industrie et des Mines. Cet expert financier est connu pour avoir critiqué l'incohérence des politiques industrielles suivies ces dernières années. Pour mieux gérer les contraintes budgétaires, un ministère du Commerce extérieur a été créé et devra, sous la conduite de Aïssa Bekkai, assainir un secteur ayant connu de nombreux dysfonctionnements, dont le phénomène de la surfacturation. Les données étant un outil indispensable dans la gouvernance économique et l'élaboration de programmes opérants, Bachir Messaitfa a été rappelé au poste de ministre délégué chargé des statistiques et de la prospective. Parmi les objectifs assignés au gouvernement, figure aussi le développement de l'industrie pharmaceutique. Pour ce faire, un ministre délégué, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmad, a été nommé pour donner une nouvelle impulsion à ce secteur stratégique. L'importation de médicaments coûte à l'Algérie environ



deux milliards de dollars annuellement. Le développement des régions du sud du pays et montagneuses compte également au nombre des objectifs fixés au gouvernement. Deux portefeuilles ont été attribués à Foued Chehat et Hamza Al Sid Cheikh, chargés, respectivement, de l'agriculture saharienne et des montagnes et de l'environnement saharien. Chems-Eddine Chitour a été nommé ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. La désignation de ce brillant universitaire Oet homme de culture reflète la vo-

lonté de réhabiliter l'université en tant qu'espace de formation de l'élite du pays et lieu de production du savoir et des connaissances. La volonté de promouvoir la culture transparait également dans la composition du gouvernement, au sein duquel siègent, outre la ministre en charge du secteur, Malika Boudouda, deux secrétaires d'Etat: Bachir Youcef Sehairi, chargé de l'Industrie cinématographique, et Salim Dada, de la production culturelle. Autre nouveauté dans le gouvernement, en plus de la nomination d'un ministre de la Jeunesse et des

Sports, en la personne de Sid Ali Khaldi, un secrétariat d'Etat chargé du sport d'élite a été créé et confié à l'ancien champion olympique Nouredine Morceli. A noter que les titulaires des ministères régaliens sont maintenus à leurs postes: Sabri Boukadoum, aux Affaires étrangères, Kamel Beldjoud, à l'Intérieur, aux collectivités locales et à l'aménagement du territoire, Belkacem Zeghmati, à la Justice, Abderrahmane Raouya, aux Finances, et Mohamed Arkab l'Energie.

N.J

Travaux publics et des Transports Farouk Chiali : «Nous allons œuvrer sans relâche au développement du secteur et d'accomplir pleinement nos missions»



Farouk Chiali a pris, hier à Alger, ses fonctions à la tête du ministère des Travaux publics et des Transports, en remplacement de M. Mustapha Kouraba, et ce après la nomination des nouveaux membres du Gouvernement conduit par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. La cérémonie de passation des pouvoirs s'est déroulée au niveau du siège du ministère des Travaux publics en présence des cadres centraux et des directeurs généraux des établissements sous tutelle. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Chiali a adressé ses remerciements au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, déclarant: "je tiens à remercier le Président de la République pour la confiance qu'il a placée en ma personne, en me confiant la gestion de ce secteur stratégique et sensible". Le nouveau ministre a mis en avant les efforts consentis par son prédécesseur, M. Kouraba, qui a assumé ses fonctions à la tête du secteur dans une conjoncture très difficile, ainsi que les progrès réalisés sous sa direction, avec l'ensemble des cadres et fonctionnaires. M. Chiali a appelé tout un chacun à "intensifier les efforts et à œuvrer ensemble pour la

réussite et le suivi des projets du secteur et la contribution à la promotion et au développement des politiques et des stratégies du secteur, au service de notre pays l'Algérie». Dé son côté, M. Kouraba s'est réjoui de la nomination de M. Chiali à ce poste, rappelant que ce dernier "est issu du secteur et l'un de ses hommes clés qui ont marqué de leur empreinte la gestion du secteur et l'ont placé sur la voie du développement et de la prospérité. Cette méthode et les politiques suivies sont une source d'inspiration pour nous afin d'œuvrer sans relâche au développement du secteur et d'accomplir pleinement nos missions». Pour le ministre sortant, son passage à la tête du ministère a permis de relancer plusieurs projets structurants du secteur et d'accélérer la cadence de leurs travaux. Il s'agit également, pour M. Kouraba, de la réhabilitation de plusieurs ouvrages vitaux, de la mise en service de nouvelles voies ferrées, de la diversification des moyens de transport public, la réception de structures importantes pour faciliter les déplacements des usagers et de la création de l'Agence nationale de l'aviation civile.

A.B

Agriculture saharienne et des montagnes Cherif Omari : « Les compétences scientifiques et l'expérience avérée de M. Chehat seront un atout pour le secteur et le pays »



Le ministre délégué chargé de l'agriculture saharienne et des montagnes, M. Chehat Fouad, a pris hier ses fonctions à la tête de ce département créé dans le cadre du nouveau Gouvernement, formé jeudi dernier par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Intervenant lors de la cérémonie de prise de fonctions en présence des cadres du secteur, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari a mis l'accent sur l'importance de ce nouveau ministère délégué qui aura pour mission "le développement des régions sahariennes et montagneuses, si importantes au développement rural et à la création de la richesse et de l'emploi, ainsi que le renforcement de la sécurité alimentaire du pays et la diversification efficiente et efficace de l'économie nationale». Félicitant M. Chehat pour la confiance placée en sa personne par le président de la République, M. Omari a assuré que "le ministre délégué aura tout l'appui et l'assistance nécessaires pour qu'il puisse réussir ses missions". Les

compétences scientifiques et l'expérience avérée de M. Chehat seront un atout pour le secteur et le pays", a-t-il ajouté. Il a réitéré également son engagement en faveur de "la coordination et l'optimisation de tous le potentiel humains et innovateur du secteur, la mobilisation des professionnels pour l'essor de l'Agriculture et la promotion des zones rurales, le développement des territoires, outre la contribution à la promotion des exportations, la diversification de l'économie nationale, la création des postes d'emploi, et la captation des jeunes porteurs d'idées innovantes». Dans ce contexte, M. Omari a mis en avant son attachement "à ouvrir aux jeunes compétences la voie pour accéder à des postes de responsabilité au service de l'agriculture dans le pays». Pour sa part, M. Chehat a exprimé sa reconnaissance au président de la République pour la confiance placée en lui et sa détermination à œuvrer sans relâche pour le développement des régions sahariennes et montagneuses en Algérie".

M.M

Tebboune préside aujourd'hui son premier conseil des ministres Le nouveau gouvernement appelé à élaborer son plan d'action

Le président Abdelmadjid Tebboune qui veut relancer au plus vite la machine économique présidera ce dimanche la première réunion du Conseil des ministres avec les nouveaux membres du gouvernement, qui entamera son action par l'élaboration de son plan d'action, devant être présenté au Parlement. Dans ce sens, les membres du nouveau gouvernement dirigé par Abdelaziz Djerad, ont pris hier leurs fonctions, moins de 48 heures après leur nomination par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un exécutif de technocrates marqué par l'entrée de jeunes ministres et par la volonté d'imprimer une nouvelle orientation à l'économie, en développant notamment le numérique. La composition du gouvernement se veut "le lancement du changement économique en Algérie, conformément aux promesses faites par le président de la République lors de sa campagne électorale et affirmées dans son discours à la nation lors de la prestation de serment", a indiqué le porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd. Le choix des portefeuilles attribués au sein du gouvernement, constitué de 39 membres, dont 5 femmes, 7 ministres délégués et 4 secrétaires d'Etat, renseigne sur les chantiers que le Président entend ouvrir. D'abord le développement de l'économie numérique, un objectif pour lequel a été mis en place un ministère de la micro entreprise, des startup et de l'économie de la connaissance, confié à Yassine Djeridene, qui sera assisté par deux ministres délégués, Nassim Diafat et Yacine Oualid, chargés, respectivement, des incubateurs et des startup. Ces départements ministériels auront pour mission de booster un secteur créateurs d'emplois et constituant la locomotive de l'économie moderne basée sur le numérique. La relance de l'économie, notamment dans son volet industriel, impactée par des contraintes budgétaires, a été confiée à Ferhat Aït Ali Braham, nommé ministre de l'Industrie et des Mines. Cet expert financier est connu pour avoir critiqué l'incohérence des politiques industrielles suivies ces dernières années. Pour mieux gérer les contraintes budgétaires,



taires, un ministère du Commerce extérieur a été créé et devra, sous la conduite de Aïssa Bekkai, assainir un secteur ayant connu de nombreux dysfonctionnements, dont le phénomène de la surfacturation. Les données étant un outil indispensable dans la gouvernance économique et l'élaboration de programmes opérants, Bachir Messaitfa a été rappelé au poste de ministre délégué chargé des statistiques et de la prospective. Parmi les objectifs assignés au gouvernement, figure aussi le développement de l'industrie pharmaceutique. Pour ce faire, un ministre délégué, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmad, a été nommé pour donner une nouvelle impulsion à ce secteur stratégique. L'importation de médicaments coûte à l'Algérie environ deux milliards de dollars annuellement. Le développement des régions du sud du pays et montagneuses compte également au nombre des objectifs fixés au gouvernement. Deux portefeuilles ont été attribués à Foued Chehat et Hamza Al Sid Cheikh, chargés, respectivement, de l'agriculture saharienne et des montagnes et de l'environnement saharien. Chems-Eddine Chitour a été nommé ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. La désignation de ce brillant universitaire et homme de culture reflète la volonté de réhabiliter l'université en tant qu'espace de formation de l'élite du pays et lieu de production du savoir et des connaissances.

A travers son programme, M. Tebboune prône une nouvelle politique de développement hors-hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale

La volonté de promouvoir la culture transparait également dans la composition du gouvernement, au sein duquel siègent, outre la ministre en charge du secteur, Malika Bendouda, deux secrétaires d'Etat: Bachir Youcef Sehairi, chargé de l'Industrie cinématographique, et Salim Dada, de la production culturelle. Autre nouveauté dans le gouvernement, en plus de la nomination d'un ministre de la Jeunesse et des Sports, en la personne de Sid Ali Khaldi, un secrétariat d'Etat chargé du sport d'élite a été créé et confié à l'ancien champion olympique Noureddine Morceli. A noter que les titulaires des ministères régaliens sont maintenus à leurs postes: Sabri Boukadoum, aux Affaires étrangères, Kamel Beldjoud, à l'Intérieur, aux collectivités locales et à l'aménagement du territoire, Belkacem Zeghmati, à la Justice, Abderahmane Raouya, aux Finances, et Mohamed Arkab l'Energie. Le nouveau gouvernement aura la mission de mettre en

œuvre le programme du président Abdelmadjid Tebboune qui s'était engagé à ouvrir de nombreux chantiers impératifs à l'édification d'une Algérie nouvelle et à la satisfaction des profondes aspirations du peuple. A travers son programme, M. Tebboune prône une nouvelle politique de développement hors-hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Une amélioration du climat des affaires, l'encouragement de l'investissement notamment extérieur direct sont aussi prévus dans ce programme. Le chef de l'Etat avait, d'autre part, relevé que l'Algérie avait besoin en cette période délicate de classer ses priorités pour éviter des lendemains incertains, assurant que l'Etat « sera à l'écoute des aspirations profondes et légitimes de notre peuple au changement radical du mode de gouvernance et à l'avènement d'une nouvelle ère, fondée sur le respect des principes de la démocratie, de l'Etat de droit, de la justice sociale et droits de l'Homme ». Il avait également souligné que la situation que traverse le pays « nous interpelle, plus que jamais, à parfaire notre gouvernance pour corriger les points faibles de notre pays, réunir les conditions nécessaires à la relance de la croissance économique, au développement de notre pays et à la

consolidation de sa place dans le concert des Nations ». Dans l'objectif de lever ces défis, « nous devons dépasser, le plus vite possible, la situation politique actuelle pour entamer l'examen des questions essentielles pour le pays, à travers l'adoption d'une stratégie globale fondée sur une vision politique claire à même de rétablir la confiance du peuple en son Etat et assurer sa mobilisation (peuple) afin de garantir sa stabilité et son avenir », a-t-il estimé, soulignant que cette stratégie vise à « restaurer l'autorité de l'Etat, à travers la poursuite de la lutte contre la corruption, la politique d'impunité et les pratiques relatives à la distribution anarchique des recettes pétrolières ». Il avait, en outre, mis l'accent sur l'impérative relance du développement économique à travers de grands projets et infrastructures de base, en sus de l'encouragement de l'investissement productif, la diversification du tissu industriel à travers la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'activité économique créatrice de postes d'emploi. Dans cette perspective, M. Tebboune a souligné que l'Algérie avait besoin d'établir des priorités. Parmi les points figurant sur sa feuille de route, le président de la République a cité la lutte contre la corruption et l'esprit de distribution anarchique de la rente. Rappelant ses engagements contractés durant la campagne électorale, le président de la République a mis l'accent sur un amendement de la Constitution dont les principaux contours porteront sur la limitation du renouvellement du mandat présidentiel à une seule fois, la réduction des prérogatives du Président pour prévenir les dérives autocratiques, la séparation et l'équilibre des pouvoirs et la consécration de la protection des droits de l'Homme, des libertés individuels, collectives, de la presse et de manifestation. Le chef de l'Etat se fixe également pour priorité de moraliser la vie politique et de restituer la crédibilité aux institutions élues à travers la révision de la loi électorale, notamment les conditions relatives à l'éligibilité. Sur un autre chapitre, M. Tebboune devrait prendre des mesures d'urgence pour sauver les entreprises algériennes en difficulté et, dans cette optique plus précisément, il a été interpellé récemment par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) qui a mis l'accent sur la gravité de la crise économique qui s'est installée dans la plupart des filières en Algérie notamment le BTPH, l'industrie pharmaceutique, les services, les TPE/PME. Selon lui, 60% du tissu économique algérien est sinistré avec plus de 650.000 emplois perdus dans les différents secteurs d'activités. Cette situation exige « un engagement de très haut niveau, rompre avec les pratiques du passé et écouter ce que la communauté d'affaires réclame », selon le FCE qui a invité le nouveau président à « porter un message d'espoir aux entreprises pour la préservation des postes d'emploi et le maintien du processus de création de richesse ». Dans ce sens, il a plaidé pour des « actions courageuses destinées à réformer profondément l'ensemble de l'encadrement juridique de l'économie et à faciliter davantage l'acte d'investir, tout en associant les acteurs économiques dans la prise de décisions ».



Gestion des affaires de l'Etat Tebboune souligne que l'Algérie avait besoin d'établir des priorités

À travers son programme, M. Tebboune prône une nouvelle politique de développement hors-hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Une amélioration du climat des affaires, l'encouragement de l'investissement notamment extérieur direct sont aussi prévus dans ce programme. Le chef de l'Etat avait, d'autre part, relevé que l'Algérie avait besoin en cette période délicate de classer ses priorités pour éviter des lendemains incertains, assurant que l'Etat « sera à l'écoute des aspirations profondes et légitimes de notre peuple au changement radical du mode de gouvernance et à l'avènement d'une nouvelle ère, fondée sur le respect des principes de la démocratie, de l'Etat de droit, de la justice sociale et droits de l'Homme ». Il avait également souligné que la situation que traverse le pays « nous interpelle, plus que jamais, à parfaire notre gouvernance pour corriger les points faibles de notre pays, réunir les conditions nécessaires à la relance de la croissance économique, au développement de notre pays et à la consolidation de sa place dans le concert des Nations ». Dans l'objectif de lever ces défis, « nous devons dépasser, le plus vite possible, la situation politique actuelle pour entamer l'examen des questions essentielles pour le pays, à travers l'adoption d'une stratégie globale fondée sur une vision politique claire à même de rétablir la confiance du peuple en son Etat et assurer sa mobilisation (peuple) afin de garantir sa stabilité et son avenir », a-t-il estimé, soulignant que cette stratégie vise à « restaurer l'autorité de l'Etat, à travers la poursuite de la lutte contre la corruption, la politique d'impunité et les pratiques relatives à la distribution anarchique des recettes pétrolières ». Il avait, en outre, mis l'accent sur l'impérative relance du développement économique à travers de grands projets et infrastructures de base, en sus de l'encouragement de l'investissement productif, la diversification du tissu industriel à travers la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'activité économique créatrice de postes d'emploi. Dans cette perspective, M. Tebboune a souligné que l'Algérie avait besoin d'établir des priorités. Parmi les points figurant sur sa feuille de route, le président de la République a cité la lutte contre la corruption et l'esprit de distribution anarchique de la rente. Rappelant ses engagements contractés durant la campagne électorale, le président de la République a mis l'accent sur un amendement de la Constitution dont les principaux contours porteront sur la limitation du renouvellement du mandat présidentiel à une seule fois, la réduction des prérogatives du Président pour prévenir les dérives autocratiques, la séparation et l'équilibre des pouvoirs et la consécration de la protection des droits de l'Homme, des libertés individuels, collectives, de la presse et de manifestation. Le chef de l'Etat se fixe également pour priorité de morali-



ser la vie politique et de restituer la crédibilité aux institutions élues à travers la révision de la loi électorale, notamment les conditions relatives à l'éligibilité. Sur un autre chapitre, M. Tebboune devrait prendre des mesures d'urgence pour sauver les entreprises algériennes en difficulté et, dans cette optique plus précisément, il a été interpellé récemment par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) qui a mis l'accent sur la gravité de la crise économique qui s'est installée dans la plupart des filières en Algérie notamment le BTPH, l'industrie pharmaceutique, les services, les TPE/PME. Selon lui, 60% du tissu économique algérien est sinistré avec plus de 650.000 emplois perdus dans les différents secteurs d'activités. Cette situation exige « un engagement de très haut niveau, rompre avec les pratiques du passé et écouter ce que la communauté d'affaires réclame », selon le FCE qui a invité le nouveau président à « porter un message d'espoir aux entreprises pour la préservation des postes d'emploi et le maintien du processus de création de richesse ». Dans ce sens, il a plaidé pour des « actions courageuses destinées à réformer profondément l'ensemble de l'encadrement juridique de l'économie et à faciliter davantage l'acte d'investir, tout en associant les acteurs économiques dans la prise de décisions ».

Vers une reconfiguration de la carte politique en Algérie

Avec l'investiture de M. Abdelmadjid Tebboune président de la République, tout porte à croire que beaucoup de choses vont changer et que l'Algérie s'apprête à inaugurer une nouvelle ère et à connaître une reconfiguration de la carte politique. En effet, l'effritement qu'ont connu les partis traditionnels qui ont régné sans partage pendant plus de deux décennies, risque de favoriser l'émergence de nouvelles forces politiques qui auront à composer avec le nouveau chef

de l'Etat durant les prochaines années. Cette situation pourrait amener M. Tebboune à dissoudre le parlement et organiser des élections législatives anticipées devant aboutir à une nouvelle majorité au sein du pouvoir législatif qui lui serait favorable. Déjà, le nouveau locataire du palais d'El Mouradia a fixé les priorités, notamment en ce qui concerne le dialogue politique et la révision de la constitution. A ce propos, il n'a pas tari d'éloges sur le Hirak populaire et s'est engagé pour un dialogue sérieux et direct avec ses représentants pour le bien et l'intérêt de l'Algérie. À près avoir rappelé que le Hirak a permis l'émergence de plusieurs mécanismes ayant permis à l'Algérie de se remettre sur les rails de la légitimité et de la préserver de l'aventurisme et des manœuvres qui ont failli torpiller le peuple algérien, M. Tebboune a estimé qu'il était temps de concrétiser les engagements qu'il avait pris lors de la campagne électorale « sans aucune exclusion ou marginalisation, ni intention de vengeance ». Assurant qu'il travaillerait avec toutes les parties pour tourner la page du passé et aller vers une « République nouvelle », le nouveau chef de l'Etat a tenu à rendre hommage à l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), et à son Haut Commandement, en particulier le général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'ANP, ainsi qu'aux autres corps de sécurité qui « ont su gérer la situation avec sagesse et clairvoyance et veillé à la protection absolue du Hirak ». La volonté affichée par le premier magistrat du pays à répondre aux aspirations du Hirak a été traduite par les 54 engagements contenus dans son programme. En effet, M. Tebboune s'était engagé à tout entreprendre pour « réaliser les attentes et aspirations légitimes portées par le Hirak du 22 février ». Dans ce sil-

lage, il avait annoncé une profonde réforme de la Constitution, en associant notamment des universitaires, des intellectuels, des spécialistes et des membres de la communauté nationale établie à l'étranger pour une reformulation du cadre juridique des élections, un renforcement de la bonne gouvernance à travers la séparation du monde des affaires de la politique, et une mise en place de mécanismes garantissant la probité des fonctionnaires publics. Parmi les autres priorités en matière de prise en charge des revendications portées par les acteurs du Hirak, figure aussi la révision de la loi électorale afin de doter le pays d'institutions élues légitimement par le biais d'élections honnêtes libérées de l'emprise de l'argent. La composante du prochain gouvernement constituera aussi une des réponses aux attentes exprimées par le mouvement populaire. M. Tebboune a promis, par ailleurs, de consolider la liberté de la presse et de soutenir les organisations et associations afin d'édifier une « société civile libre et active en mesure d'assumer sa responsabilité en tant que contre-pouvoir ». Persuadé que les 54 engagements pris dans le cadre de son programme électoral, y compris parmi les réformes envisagées dans les domaines socio-économiques et culturels, cadrent avec « le vécu et les revendications du Hirak », le président de la République s'est dit convaincu qu'un dialogue sérieux entre les Algériens permettra de bâtir une Algérie nouvelle. A travers son programme, M. Tebboune s'engage, par ailleurs, à édifier une société civile libre et active en mesure d'assumer sa responsabilité en tant que contre-pouvoir, mettre en application un plan d'action au profit des jeunes régi par un cadre réglementaire incluant des mesures permettant de transmettre le flambeau à la jeunesse, et à consolider les composantes de l'identité nationale, à savoir: l'islam, l'arabité et l'amazi-

ghité. Au volet économique, il vise l'application d'une nouvelle politique de développement hors-hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Une amélioration du climat des affaires, l'encouragement de l'investissement notamment extérieur direct sont aussi prévus dans ce programme. Sur un autre chapitre, M. Tebboune devrait prendre des mesures d'urgence pour sauver les entreprises algériennes en difficulté et, dans cette optique plus précisément, il a été interpellé par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) qui a mis l'accent sur la gravité de la crise économique qui s'est installée dans la plupart des filières en Algérie notamment le BTPH, l'industrie pharmaceutique, les services, les TPE/PME. Selon lui, 60% du tissu économique algérien est sinistré avec plus de 650.000 emplois perdus dans les différents secteurs d'activités. Cette situation exige « un engagement de très haut niveau, rompre avec les pratiques du passé et écouter ce que la communauté d'affaires réclame », selon le FCE qui a invité le nouveau président à « porter un message d'espoir aux entreprises pour la préservation des postes d'emploi et le maintien du processus de création de richesse ». Dans ce sens, il a plaidé pour des « actions courageuses destinées à réformer profondément l'ensemble de l'encadrement juridique de l'économie et à faciliter davantage l'acte d'investir, tout en associant les acteurs économiques dans la prise de décisions ». Pour le FCE, le plus grand défi de la prochaine période est la reprise de la confiance notamment entre les acteurs économiques et l'administration.

H.M

Energies renouvelables : les capacités installées depuis 2010 avoisinent les 400 MW

Les capacités installées en énergies renouvelables en Algérie depuis 2010 avoisinent les 400 MW, a indiqué dans un bilan le Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique,

Noureddine Yassaa. Selon M. Yassaa, les réalisations des capacités installées en énergies renouvelables en Algérie entre 2010 et 2019 sont évaluées à environ 390 MW, soit 1,8 % des 22.000 MW de la capacité totale à déployer à l'horizon 2030. Ce premier bilan comprend notamment, détaille le premier responsable du Commissariat aux Energies renouvelables et à l'Efficacité énergétique (CEREFE), 25 MW en solaire thermique de la centrale hybride solaire-gaz sise à Hassi R'mel d'une capacité totale de 150 MW, réalisée par Neal en 2011. De plus, 21 centrales solaires photovoltaïques ont été réalisées entre 2014 et 2017 dans le sud et les hauts plateaux, d'une capacité totale de 343 MW. Ce bilan décennal comprend également une centrale pilote multi-technologies de 1,1 MW déployée en 2014 à Ghardaïa, d'une ferme éolienne de 10,2 MW installée à Kabertène (Adrar) en 2014, réalisées par SKTM/Sonelgaz et enfin une centrale solaire photovoltaïque de 10 MW mise en service en 2018 à Ouargla par Sonatrach. Ajouter à ce bilan, les installations de petites capacités en énergie solaire dans les sites isolés, les écoles, les édifices publics, les stations services, le pompage solaire, l'éclairage public et les autres petites installations en autoproduction, souligne M. Yassaa. Cependant, "le bilan total de ces petites installations ne peut être évalué compte tenu du manque de données", indique-t-il. "Le financement de tous les projets cités a été assuré par le trésor public", précise-t-il, ajoutant que ce financement "reste cependant dérisoire par rapport à l'enveloppe globale consentie pour l'ensemble des activités liées au

secteur de l'énergie dans le pays". "D'un autre côté, si on fait une simple comparaison entre les capacités installées pour la production d'électricité à partir du gaz et celles à base de ressources renouvelables durant la dernière décennie, nous constatons qu'entre 2010 et 2019, celles installées principalement sous forme de turbines à gaz ont pratiquement doublé passant de près de 11.000 MW en 2011 à près de 21.000 MW en 2019", développe M. Yassaa. Il fait observer que ceci montre que "toute la priorité a été accordée au développement de la production de l'électricité à partir du gaz naturel durant la dernière décennie".

Plusieurs faits ont marqués depuis 2011 Energies renouvelables en Algérie

Par ailleurs, le même responsable est revenu sur les faits marquants du secteur des énergies renouvelables entre 2010 et 2019 évoquant notamment l'adoption en 2011 du premier Programme national des Energies renouvelables et de l'Efficacité énergétique. Ce programme s'étendant jusqu'à l'horizon 2030, rappelle M. Yassaa, incluait à sa création 12.000 MW destinés à la consommation domestique (7.200 MW de solaire thermique, 2.800 MW de solaire photovoltaïque et 2.000 MW d'éolien) ainsi que 10.000 Mégawatts destinés à l'export. L'année 2013, poursuit-il, a été marquée par la création de Shariket Kahraba wa Taket Moutadjadida par le Groupe Sonelgaz, activant dans le déploiement des projets liés à l'énergie renouvelable et le développement de l'efficacité énergétique à travers le pays. Par la suite, le gouvernement a opéré une actualisation du Programme national des Energies renouvelables et de l'Efficacité énergétique en 2015, le destinant exclusivement à la consommation locale pour constituer une part de 27 % du mix électrique national.



Sur un total de 22.000 MW, la part du photovoltaïque a été portée à 13.575 MW, celle de l'éolien à 5.010 MW, 2.000 MW pour le solaire thermique, 1.000 MW issus de la biomasse, 400 MW issus de la cogénération ainsi que 15 MW issus de la géothermie. Toujours en 2015, l'Algérie s'est engagée en faveur de la réduction des émissions des gaz à effet de serre dans le cadre de l'Accord de Paris sur le Climat, sur la période 2020-2030, de 7% avec ses fonds propres et 22% conditionnés aux aides internationales "grâce notamment au déploiement des énergies renouvelables et de mesures en faveur de l'efficacité énergétique". Toujours au cours de la dernière décennie, l'Algérie a hissé le Programme national des Energies renouvelables et de l'Efficacité énergétique au rang de priorité nationale en 2016 avant de créer en 2017 le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables ainsi que le Cluster "Energie solaire". Enfin, au

cours de l'année écoulée, le gouvernement a créé le Commissariat aux Energies renouvelables et à l'Efficacité énergétique placé auprès du Premier ministre afin d'assurer une synergie intersectorielle en faveur du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Algérie.

Renouvelable et maîtrise de la consommation, leviers de l'indépendance énergétique

Selon le premier responsable du CEREFE, l'Algérie, à l'instar de tous les pays du monde, fait face à trois contraintes majeures qui lui imposent de définir une stratégie de transition énergétique, à savoir : la rarefaction des énergies fossiles, les besoins de sécurité énergétique à long terme pour répondre à la demande sans cesse croissante ainsi que la dégradation du climat, avec des impacts locaux croissants. "Par conséquent, le déploiement des énergies renouvelables à

grande échelle conjuguée à une politique de sobriété énergétique et de maîtrise de la consommation d'énergie constitue un des leviers assurant l'indépendance énergétique de notre pays", estime-t-il, soulignant que ceci générera, dans son sillage, une dynamique de développement économique à travers l'implantation d'industries créatrices de richesses et d'emplois durables. "Cet essor contribuera également à la préservation de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique", affirme-t-il. Dans ce cadre, "le Commissariat aux Energies renouvelables et à l'Efficacité énergétique mettra tout en œuvre pour élaborer une stratégie intégrée et globale de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique à l'effet de relever les défis de la diversification et de la transition énergétiques", conclut M. Yassaa.

Yasmina D / Ag

Sogral: Près de 73 millions de voyageurs ont transité en 2019 par les gares routières

La Société d'exploitation et de gestion des gares routières d'Algérie (Sogral) a recensé près de 73 millions de voyageurs ayant transité via les gares routières en 2019, a indiqué vendredi à Alger le président directeur général de la société, M. Azzeddine Bouchhida. "Le nombre d'utilisateurs du réseau des gares routières supervisées par Sogral, soit plus de 80 structures réparties à travers les différentes wilayas, a atteint 73 millions de voyageurs en 2019, contre 71 millions en 2018", a déclaré M. Bouchhida. Il a rappelé la réception de plusieurs gares routières à l'échelle nationale en 2019, à l'instar de celles de Reggane dans la wilaya d'Adrar, Oum el Bouaghi, Tiaret, Laghouat, Bordj Bou Arridj, Seboudj et In Amenas (Illizi), soulignant que ces nouvelles structures sont dotées de tous les moyens et services nécessaires, y compris de caméras de surveillance, dont l'installation est en cours (+40 %), et ce afin d'assurer la sécurité des voyageurs et de leurs bagages. Au sujet des gares routières en cours de réalisation et

dont la mise en service est prévue pour le 1^{er} premier semestre 2019, M. Bouchhida a cité les gares routières de Ghardaïa, Touggourt, Guelma, Aougrou et Aoulef (Adrar). Ces nouvelles structures qui viennent renforcer le secteur des Transports dans lesdites wilayas a permis l'ouverture de postes d'emploi permanents avec une moyenne de 60 travailleurs par structure, en sus d'autres postes d'emploi indirects. Le ministère de tutelle veille à doter ces nouvelles gares d'équipements répondant aux normes internationales, en vue de prodiguer les meilleurs services aux voyageurs. Des dortoirs ont été aménagés dans plusieurs gares routières, une initiative qui sera prochainement généralisée au profit des conducteurs longue distance pour leur permettre de marquer des arrêts par mesure de sécurité, a-t-il précisé, rappelant l'impératif de prévoir un deuxième conducteur pour les distances allant de 300 à 600 km pour éviter les accidents de la circulation, causées principalement par le facteur humain. Par rapport aux années précédentes, le



nombre des cas de vols et d'agressions a baissé à la gare routière du Caroubier (Alger), grâce au renforcement des agents de sécurité de l'entreprise (plus de 600 agents) et à la vigilance des agents de la sécurité publique. Plus de 22.000 voyageurs affluent, quotidiennement, vers la gare routière et plus de 30.000 voyageurs en périodes de fêtes religieuses et na-

tionales. La Sogral assure une formation à 3.000 employés dans différentes spécialités et consacrera prochainement des sessions de formations au profit des agents de sécurité sous la supervision de la Direction générale de la protection civile, a fait savoir M. Bouchhida. Des campagnes périodiques de sensibilisation sont organisées, en collaboration avec

la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et de la Direction générale de la protection civile, dans le cadre des campagnes nationales de prévention des accidents de la circulation durant lesquelles des conseils et des orientations sur la sécurité routière sont prodigués aux conducteurs.

Houda. H

Le Monde

De l'administration

Quotidien National d'Information

**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST RESERVÉ
POUR VOS PUBLICITÉS**

Pour plus de détails contactez nous au :



023 95 70 70

Ou par Email au :



monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
Quotidien National d'Information

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNIK

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNIK

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SAÏM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAÏRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/Tél
023957070

COMPTE NUMERO

095001327345636147 BDL

ANEP TEL 021737778

021737138

FAX 023739559

DIFUSION

QUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

Selon Alexandre Milicourtois chez Xerfi L'économie algérienne va mal

Alexandre Milicourtois, directeur de la conjoncture et de la prévision chez Xerfi, a récemment publié une vidéo expliquant toutes les difficultés de l'économie algérienne, un pays en pleine tourmente politique depuis des mois. D'après lui, le nouveau Président Abdelmadjid Tebboune se dresse face à une tâche ardue. Le 2 janvier, tout juste deux semaines après avoir pris ses fonctions, le nouveau chef de l'État algérien Abdelmadjid Tebboune a nommé son premier gouvernement. Les 39 membres sélectionnés, dont beaucoup d'anciens ministres de l'ex-Président Abdelaziz Bouteflika, vont avoir fort à faire, à en croire l'analyse d'Alexandre Milicourtois. Le directeur de la conjoncture et de la prévision chez Xerfi, «la revue audiovisuelle de l'économie, la stratégie et du management» a récemment publié une vidéo expliquant toutes les difficultés de l'économie algérienne. Le titre est sans appel: «La descente aux enfers de l'économie algérienne». Depuis le 16 février 2019, l'Algérie est secouée par de régulières manifestations. Au départ, les citoyens en colère demandaient le départ d'Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis de nombreuses années et qui souhaitaient se présenter pour un nouveau mandat. Devant la ténacité de la foule et la défection de l'armée nationale populaire, Abdelaziz Bouteflika a démissionné le 2 avril 2019. Après un long processus, c'est finalement Abdelmadjid Tebboune qui a pris ses fonctions en tant que nouveau Président le 19 décembre dernier. Abdelmadjid

Tebboune est aussi l'ancien Premier ministre de Bouteflika, ce qui provoque la colère de nombreux Algériens qui souhaitent un réel changement de paradigme politique. En plus de ces tensions sociopolitiques, l'économie algérienne va mal, notamment son secteur public, comme le note Alexandre Milicourtois: «Les entreprises publiques qui génèrent encore près de la moitié de la valeur ajoutée industrielle sont moribondes. En 2018, le niveau de la production manufacturière publique représentait à peine plus de la moitié de celle de 1989, quant au taux d'utilisation des capacités de production, il montre une sous-utilisation structurelle des installations.» Il rappelle également qu'en 2018, 29% des jeunes Algériens âgés de 16 à 24 ans étaient au chômage. Un chiffre deux fois plus important que celui de la moyenne nationale. Et d'après Alexandre Milicourtois, les chiffres pour 2019, pas encore connus, devraient montrer «une nette détérioration, d'après les déclarations alarmantes faites en novembre dernier par le président du Forum des chefs d'entreprise, la principale organisation patronale du pays». «En outre, sur les 1,5 million de chômeurs algériens, 408.000, soit quasiment 28%, sont diplômés de l'enseignement supérieur et 386.000 de la formation professionnelle, soit 26%. Plus d'un chômeur sur deux est donc diplômé», relève le directeur de la conjoncture et de la prévision chez Xerfi. D'après l'analyse d'Alexandre Milicourtois, les difficultés dans le secteur public sont loin d'être rattrapées



par un secteur privé «trop petit, qui peine à se développer» à cause du «poids de l'administration, de la corruption et du lobby des importateurs» qui «bloquent son développement»: «Principalement présent dans les activités peu ouvertes à la concurrence internationale, le tissu productif privé est en fait composé à 90% de microentreprises à caractère familial qui opèrent bien souvent dans le secteur informel. Quant aux grandes sociétés privées, elles sont peu autonomes, le plus souvent liées à l'appareil politique et à l'armée, avec qui elles entretiennent des relations parfois douteuses. Le procès pour corruption de deux anciens Premiers ministres, de plusieurs ministres et hommes d'affaires emblématiques montre à quel point le système est gangrené de l'intérieur.» Alexandre Milicourtois pointe également du doigt le modèle économique de l'Algérie. Ba-

sées sur les exportations de gaz et de pétrole, dont l'Algérie est un producteur d'importance, les performances de ce dernier sont très dépendantes des fluctuations des cours des matières premières. «Tant que la rente pétrolière et gazière permettait d'acheter la paix sociale à coups de subventions, tout le système tenait. Mais c'est un système construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures, donc de leurs cours. Il suffit donc que les prix du Brent –pris comme proxy de l'ensemble des prix internationaux des hydrocarbures– chutent, pour que le solde courant vire au rouge. Or, les cours ont commencé à dévisser en 2014, année où il sont passés de près de 110 dollars en janvier à 60 en décembre. 2014, année où le solde courant algérien a entamé sa descente aux enfers. 2014-2019, ce sont donc six années de plomb –du jamais vu depuis le début des années 80– et 2020 ne

s'annonce pas mieux. À ce rythme-là, les réserves de changes s'épuisent très vite, passant de 194 milliards de dollars en 2013 (soit l'équivalent de trois années et demie d'importations) à moins de 80 en 2018 (soit moins de deux années d'imports)», explique le directeur de la conjoncture et de la prévision de Xerfi. L'Algérie fait donc face à un problème de taille. Et la colère de la rue n'est pas prête de s'apaiser, selon Alexandre Milicourtois: «à cette vitesse, les caisses seront rapidement vides. Or les réserves de change sont vitales pour un pays dont la monnaie n'est pas convertible et dont l'accès au marché international des capitaux est limité ou inexistant. C'est donc un véritable mur qui se dresse devant le nouveau président, l'économie est en totale décompensation et l'argent du pétrole n'achète plus la paix sociale.

F B / Ag Sputnik

Salon des produits dérivés du palmier dattier à Biskra : Une affluence des grands jours



Plus de 15.000 personnes ont visité les divers stands de la 9ème édition du Salon national des produits dérivés du palmier dattier et de cadeaux-souvenirs qui s'est clôturé samedi à Biskra, a affirmé le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Youcef Si El Abdi. Cette manifestation économique annuelle a attiré des visiteurs de plusieurs wilayas du pays, des Algériens résidant à l'étranger et des touristes étrangers de Chine et de France, a précisé le directeur soulignant que la cadence des visites au salon est allée crescendo depuis son ouverture le 21 décembre dernier. Cette 9ème édition, plus diversifiée que les précédentes, a regroupé 65 exposants venus de plusieurs wilayas du pays pour présenter leurs produits artisanaux dérivés du palmier dattier comme les paniers et les chaises en osier, des produits cosmé-

tiques, des bijoux et divers articles de décoration et d'ornement d'intérieur. La manifestation a également inclus des espaces de divertissement pour les enfants et des spectacles folkloriques outre l'organisation au profit des participants de visites aux sites touristiques de la wilaya hôte à Djemora et Beni Souik. Le directeur de la CAM a souligné, par ailleurs, que la manifestation a été l'occasion de promouvoir certains métiers artisanaux comme la porterie et la sparterie exercées par des artisans résidant dans des régions éloignées et enclavées. À noter que la wilaya de Bejaia a été l'invité d'honneur de ce 9ème Salon national des produits dérivés du palmier dattier et des cadeaux souvenirs, organisé à la maison de l'artisanat de la capitale des Ziban par la CAM et la direction du tourisme et de l'artisanat.

T.D

Logements Distribution de plus de 23.000 unités, formules AADL et socio-locatifs en 2020 à Oran



Plus de 23.000 logements en location/vente (AADL) et socio-locatifs (LPL) seront distribués durant l'année 2020, a annoncé hier le wali d'Oran Abdelkader Djelaoui. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection aux deux nouveaux pôles urbains d'Oued Tlelat et Ahmed Zabana de Misserghine, le wali a annoncé la distribution durant cette année 2020 de plus de 23.000 logements dont 12.000 logements de type AADL et plus de 11.000 logements sociaux par points. Le même responsable a souligné que la wilaya d'Oran a bénéficié d'un ambitieux programme de

50.000 logements de différentes formules, dont 24.000 logements sociaux locatifs, 22.000 en formule de location/vente et 4.000 logements promotionnels aidés (LPA). Le Wali d'Oran a souligné qu'une nouvelle formule sera proposée au gouvernement dans le domaine de la mise en œuvre du programme d'habitat. La proposition consistera en la sélection d'un promoteur du projet qui entreprendra la réalisation des logements, des équipements publics et l'aménagement urbain afin d'éviter un retard dans la livraison des programmes dans les délais impartis. M Djelaoui a souligné la nécessité d'intégrer la

réalisation des marchés de proximité, des services et des établissements scolaires pour les trois paliers ainsi que les sièges de la sûreté urbaine ou de la gendarmerie nationale aux nouveaux pôles urbains qui seront livrés. Lors de sa visite d'inspection au nouveau pôle urbain d'Oued Tlelat où il est prévu la distribution de 8.700 logements publics locatifs relevant de l'OPGI, le wali d'Oran a insisté sur la réalisation rapide des travaux d'aménagements extérieurs, notamment les raccordements aux différents réseaux d'AEP, d'assainissement, du gaz de ville et de l'électricité.

L.K

La lecture enfantine à Ouargla : Création d'un imaginaire pour demain

Djouhaina est une des pionnières d'une tendance qui prend de plus en plus ancrage à Ouargla, où l'apprentissage de la lecture pour les enfants s'épanouit et se transforme en vrai phénomène de société depuis sa participation au challenge de lecture arabe organisé il y a deux ans dans cette même bibliothèque qui s'est imposée comme espace culturel incontournable dans la ville. C'est à se demander comment Ouargla a pu faire l'économie d'une bibliothèque de cette envergure depuis tant d'années vu l'enthousiasme de la population, tous âges et intérêts confondus. Il suffit qu'on y annonce un événement, notamment pour les enfants, pour qu'un mouvement s'y installe et les vacances scolaires hivernales et de printemps sont devenues des moments phares de l'année où la transmission, le partage et le jeu attirent et invitent à se déplacer pour un voyage au cœur de valeurs partagées et méconnues jusque-là. Ainsi, plus de 300 enfants ont pris part au lancement des ateliers de lecture organisés depuis dimanche dernier par la bibliothèque principale de lecture publique Mohamed Tidjani, de Ouargla, avec une présence de plus

en plus forte non seulement aux séances de lecture matinale organisées chaque jour à l'occasion des vacances d'hiver sous le sceau des «Journées hivernales de lecture», mais aussi aux activités ludiques accompagnant cette trêve culturelle ou la découverte d'une nouvelle façon d'appréhender le livre et la lecture fascine les enfants. Avec Bachir Mazari, enseignant de langue arabe fêru de lecture et coordinateur général pendant trois saisons du concours émirati «Tahadi al qiraal arabi» «Arab Reading Challenge» qui a brassé plus d'un millier de jeunes lecteurs de la wilaya de Ouargla mettant en vedette une vingtaine de lecteurs surdoués, dont Djouhaina Bousaid, c'est la consécration de nouvelles traditions gravitant autour du livre et d'un espace convivial dédié en l'immense et belle bibliothèque de Ouargla, explique notre interlocuteur. Accompagnant les enfants dans univers totalement imaginaire et poétique grâce à la magie des mots, Mazari entoure les enfants dans une approche pédagogique de lecture individuelle et collective, maintenant le résumé avec les techniques et règles apprises lors du challenge précédent, comme s'il voulait



maintenir cet état de préparation et de défi chez les enfants qui découvrent avec les histoires lues chaque jour d'autres activités pédagogiques et récréatives à la fois telles que la calligraphie, le dessin, la lecture à voix haute. Cette démarche est soutenue par des représentations récréatives, chaque après-midi ou les enfants retrouvent le monde du théâtre ou s'expriment à la fois les prouesses du verbe et de l'imagina-

tion mais aussi la gestuelle corporelle dans le cadre des pièces théâtrales de L'Enfant conscient, de l'association culturelle Naouress, des arts dramatiques, ainsi que Le petit narrateur. Des clowns s'invitent à la troupe pour apporter leur touche de rire et de couleurs dans une ambiance de bonne humeur qui transporte les enfants dans un monde de découvertes et de plaisir. Les parents sont également heureux

d'enfin trouver un espace où leur progéniture peut bénéficier d'activités parascolaires et ludiques. D'ailleurs, certains enfants ont réussi à convaincre leurs familles de passer toutes les vacances à Ouargla pour mieux profiter de ces découvertes quotidiennes jusqu'au 2 janvier prochain, soit la veille de la rentrée des classes, explique Mme Samia Siagh.

Kahina.Tasseda

Blida: La wilaya produit plus de 30% des agrumes sur le plan national



Où que l'on regarde chez les marchands de fruits et légumes, sur les bords des routes, sur les étals des marchés, la couleur orange est de mise, des mandarines, clémentines, oranges de toutes les tailles et de toutes les qualités sont présentes. Bien sûr, la wilaya de Blida est connue pour produire plus de 30% des agrumes sur le plan national et cela se voit clairement dans ses différentes aires de vente. Il y a les mandarines et clémentines sans pépins, avec pépins, des plus petites tailles un peu plus grosses que des billes aux plus grosses qui ressemblent à s'y méprendre à des oranges. Les goûts diffèrent aussi, il y en a des très sucrées (plutôt rares) à celles qui sont très acides, presque aussi acides que des citrons. Les oranges aussi sont légion et diffèrent en taille, en goût et même en couleur, de la belle couleur orange jusqu'à une couleur plutôt pâle qui rebute les moins regardants. Les prix diffèrent aussi selon la qualité, le calibre et le lieu. Dans les marchés, les prix varient de 50 DA pour les oranges à jus et les mandarines de petit calibre, à 200 DA pour les plus belles, mandarines et oranges. Il y en a aussi à 80, 100, 130, 180 DA, le client a vraiment l'embarras du choix. Les marchands crient à tue-tête pour vanter la qualité et la saveur de leurs produits mais il faut dire que hormis celles plutôt chères (entre 220 et 250 DA le kg), elles ne sont pas encore mûres comme il se doit et peuvent, de ce fait, causer certains désagréments aux enfants ou à ceux qui en consomment beaucoup. Un ingénieur agronome nous apprend que le degré d'acidité toléré est largement dépassé dans nos marchés car les fruits sont cueillis avant d'être tout à fait mûrs car, au début de la saison, ils sont beaucoup plus chers. Il précise aussi qu'il existe de petits appareils pas trop chers qui permettent de mesurer le degré d'acidité des oranges et des mandarines au niveau des marchés de gros et opérer ainsi un contrôle strict pour éviter des ennuis de santé aux consommateurs, mais il faut dire que personne n'en a cure, ni l'agriculteur, ni le commerçant et encore moins le consommateur qui ne cherche qu'à acheter le moins cher possible pour répondre aux besoins de sa famille. Même les fruits qui sont tombés à cause du vent qui a soufflé sur la région la semaine écoulée ont été vendus, des traces de boue se voyaient sur leur peau et certains étaient même pourris. Quoi qu'il en soit, les citoyens sont heureux de trouver de la vitamine C à bon marché tout en faisant profiter leurs progénitures d'un dessert qu'ils ne trouvent pas souvent à portée de bourse.

Arab M

El Tarf : Elaboration d'un guide d'évaluation des bénéfices de la protection d'une aire protégée

Un guide d'appui à l'évaluation des bénéfices de la protection d'une aire protégée a été élaboré au profit des gestionnaires d'espaces naturels, des décideurs publics et d'acteurs privés souhaitant mobiliser les outils de l'économie environnementale en faveur de la protection des espaces naturels, a-t-on appris, samedi, des services du parc national d'El Kala (PNEK), wilaya d'El Tarf. "Ce guide fait suite à l'étude dédiée à l'évaluation de la valeur économique des services écosystémiques de la zone lacustre du parc national d'El Kala", a précisé la même source, ajoutant qu'il a pour but d'offrir

aux différents acteurs, "les informations les plus pertinentes pour évaluer les services écosystémiques d'un espace naturel et les bénéfices associés à sa gestion ou sa protection". Faisant état d'une synthèse des principaux résultats et conclusions de l'étude en question, élaborée par des consultants internationaux à l'intention du grand public, la même source a également souligné que ce guide se veut "opérationnel" et tend à limiter les informations économiques théoriques superflues pour se concentrer sur des "informations plus pragmatiques". Ce document "offre des outils pratiques permettant de

convaincre, justifier et encourager le soutien aux espaces naturels et plus particulièrement aux espaces protégés", a-t-on encore affirmé. Ce travail s'inscrit dans le cadre des multiples activités inscrites dans le cadre de la coopération algéro-allemande au titre du programme Gouvernance environnementale et biodiversité (GENBI), lancé il y a cinq ans en vue d'introduire en Algérie des instruments et des approches de gouvernance environnementale destinés à assurer la protection de l'environnement et la sauvegarde de la diversité biologique, a-t-on rappelé.

Oran Distribution de 8.700 logements sociaux au courant de cette année

Quelque 8.700 logements publics locatifs (LPL) seront distribués au courant de cette année 2020 au nouveau pôle urbain de Oued Tlelat (Sud d'Oran), a-t-on appris de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le quota de logements de type F 3 sera distribué en 2020 par l'OPGI d'Oran en quatre étapes, la première prévoit l'attribution de 3.000 logements locatifs publics d'ici fin mars prochain, a-t-on indiqué. Les mêmes services ont fait savoir que les gros œuvres de ces logements ont été achevés à 100 pour cent et que le projet est actuellement en phase d'achèvement des travaux d'aménagement externe dont le raccordement à différents réseaux dont ceux de l'eau potable et de l'assainissement. La deuxième étape de distribution de 2.500 logements similaires au même site est prévue à



la fin du deuxième trimestre de cette année. Le projet est en phase d'achèvement des travaux dont ceux d'aménagement externe (raccordement à la voirie et aux réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'électricité, entre autres). Il est également prévu la livraison de 2.500 autres logements locatifs publics dans le nouveau pôle urbain d'Oued Tlelat vers la fin du mois de juillet prochain. A noter

que les travaux sont en cours à un rythme avancé dont ceux d'aménagement externe. Dans le même contexte, l'OPGI d'Oran a programmé l'attribution d'un quota de 700 LPL au profit des habitants de la commune de Oued Tlelat au cours du premier semestre de cette année, une fois achevés les travaux de raccordement aux réseaux divers qui sont à un stade avancé, selon la même source.

Campagne oléicole à Boumerdes : Affluence considérable au niveau des huileries

Une affluence considérable d'oléiculteurs et familles est actuellement constatée au niveau des huileries (traditionnelles et modernes) de la wilaya de Boumerdes, en ces beaux jours de décembre, durant lesquels la campagne oléicole bat son plein, augurant d'une récolte des plus prolifiques. Les huileries des régions montagneuses de la wilaya, à l'instar de celles de Keddar Bouzegza, Beni Amrane et Baghlia, sont particulièrement sollicitées, par de longues files de familles et d'oléiculteurs, qui commencent à se former aux premières heures de la journée, en vue d'être parmi les premiers à déposer leurs récoltes d'olives, destinées à la transformation, et avoir ainsi le temps de retourner aux champs pour poursuivre la cueillette, qui n'en est encore qu'à mi chemin. Actuellement, la wilaya compte une trentaine d'huileries. Un nombre en deçà des besoins exprimés, dont particulièrement en cette bonne campagne 2019/2020, durant laquelle nombre parmi elles (huileries) ont été contraintes de doubler le nombre de leurs employés, voire de mobiliser des équipes de travail en H24, pour d'autres, en vue de couvrir l'importante demande sur leurs prestations. Un fait attesté par de nombreux propriétaires d'huileries (modernes et traditionnelles) qui ont affirmé avoir été contraint de "relever le nombre de leur employés, parallèlement à l'augmen-

tation de la capacité de transformation (d'olives), qui est passée de huit quintaux/heure, à 25 qx, voire plus pour les huileries les plus performantes", est-il signalé. "Cette importante demande ne permet aucunement une durée d'attente +raisonnable+ pour les clients, qui doivent attendre, entre sept à 15 jours, pour récupérer leur huile d'olive fraîchement extraite", a-t-on souligné de même source. Un retard, qui s'explique, selon nombre de propriétaires d'huileries, à l'image de Mekdoud, Cherifi et Hachelaf, par "l'abondante production de la présente campagne, augurée par la bonne récolte réalisée, à ce jour", assurent-ils

Des prémices augurant d'une très bonne campagne oléicole

Deux mois après le lancement de la campagne oléicole 2019/2020 à Boumerdes, une récolte de plus de 30.000 qx d'olives a été réalisée sur une surface globale de près de 2000 ha. La transformation de cette production a abouti à l'extraction de près de 100.000 litres d'huile d'olives. Soit un volume de production augurant d'une « très abondante » récolte d'olives pour la présente campagne, selon Rachid Messaoudi, cadre à la direction des services agricoles (DSA), qui prévoit une « production de plus de 160.000 qx d'olives, pour cette saison, contre près de 37.000 qx, durant la campagne écoulée ». Cette



prévision est basée sur la « hausse considérable » enregistrée dans la moyenne de rendement à l'hectare, qui fluctue entre 20 et 21 qx/ha, dans plusieurs régions de la wilaya, contre une moyenne de 4 à 5 qx/ha, durant la saison 2018/2019, a ajouté le même responsable. Le traitement de cette quantité d'olives devrait générer, selon les mêmes prévisions, un « volume record » de plus de 2,7 millions de litres d'huile d'olives (soit un rendement entre 18 à 19 litres/qx), contre 570.000 litres, la campagne écoulée, (avec un rendement de 4 à 5 litres/qx). Cette importante amélioration dans la production d'huile d'olives est à l'origine d'« une certaine stabilité » constatée, à ce jour, dans les prix du produit,

comparativement à l'année dernière. La preuve par les chiffres en est que le litre d'huile de l'ancienne récolte, qui s'écoule entre 600 à 700 DA, est le même pour la nouvelle récolte, notamment celle issue de wilayas de l'ouest du pays, a-t-on constaté au niveau des marchés locaux. Pour M. Messaoudi, cette performance est essentiellement due à des facteurs climatiques favorables (chutes pluviales en temps opportun), conjugués au bon entretien des vergers oléicoles et au soutien des opérations de cultures. À cela s'ajoute, a-t-il dit, le phénomène de l'alternance saisonnière, qui veut qu'à bon an, succède mal an (ici la mauvaise récolte de l'année dernière a été suivie par une bonne récolte cette

année), parallèlement à la maîtrise du traitement phytosanitaire adapté contre certaines maladies de l'olivier. À noter que la production d'olives de Boumerdes représente un taux de 1,6% à 1,8% de la production nationale en la matière. Cette culture est particulièrement concentrée dans les zones montagneuses de la wilaya, à savoir les monts de Béni-Amrane, Afir, Taouergua, Thenia, Souk El Hed, et Chaâbet-El-Ameur. Le verger oléicole de la wilaya s'étend, actuellement, sur une superficie estimée à près de 8.600 ha, englobant près de 890.000 oliviers, dont une majorité productifs, et à caractère familial.

Ali B

Saïda: Distribution prochaine de 509 logements "AADL 2"



Pas moins de 509 logements réalisés à Saïda au titre de la formule location-vente (AADL 2) seront distribués aux familles bénéficiaires vers la mi-janvier courant, a-t-on appris des services de la Wilaya. La remise des attestations d'affectation a été lancée cette semaine au niveau de l'antenne locale de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), a-t-on précisé de même source. Le nouveau site d'habitation, implanté à "haï Es-Salam", abrite des immeubles de 5 étages comportant des appartements de trois et quatre pièces (F3 et F4), a-t-on indiqué. Tous les travaux liés à l'aménagement du site ont été achevés, dont la connexion aux réseaux divers (eau potable, assainissement, gaz naturel et éclairage public de type "Led") et d'autres opérations comme le bitumage des voies d'accès et la création d'espaces verts et de jeux pour enfants, a-t-on affirmé. Ce nouveau quota de logements fait suite à deux lotissements totalisant plus de 1.300 unités d'habitation neuves distribuées durant l'exercice écoulé dans la même ville, a-t-on rappelé. Saïda verra encore la livraison, en juillet prochain, de 702 autres appartements de la formule location-vente, a-t-on annoncé, ajoutant que le chantier afférent évolue au stade des aménagements extérieurs et de la connexion aux réseaux divers. Implanté à "haï Es-Salem 2", le site en construction est composé d'immeubles de 5 et 9 étages comportant respectivement des appartements de type F3 et F4 d'une superficie de 70 et 85 mètres carrés. Une enveloppe financière de 2 milliards de dinars est consacrée à la concrétisation des travaux qui ont été lancés en juillet 2018 au niveau de cette assiette foncière de 10 hectares, a-t-on expliqué. Il est prévu, en outre, le lancement prochain de la réalisation de 303 autres logements de la même formule location-vente, à "haï Sarsour" au chef-lieu de la wilaya. Le programme global de l'AADL à Saïda s'élève ainsi à quelque 2.905 logements "location-vente", dont 1.900 déjà réalisés, tandis que 702 sont en construction et 303 en voie de lancement, note-t-on.

El Bayadh: Des armes à feu et des munitions saisies

Dans le cadre de lutte contre le crime organisé, les policiers de la sûreté de la daïra de Boualem ont mis hors d'état de nuire une bande composée de quatre personnes, pour détention et commercialisation d'armes à feu. Munis d'une commission rogatoire délivrée par le procureur de la République territorialement compétent et à l'issue de la perquisition du domicile du chef de bande, les policiers ont découvert un arsenal composé de trois fusils de chasse de calibre 16 mm, dix kilogrammes de poudre, deux autres fusils de fabrication artisanale, un important lot de cartouches, et enfin une somme d'argent, produit de la vente d'armes à feu. L'ensem-

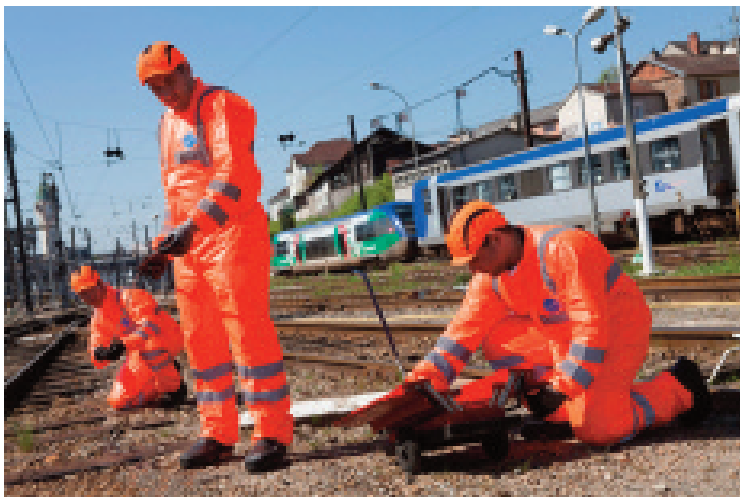


ble des membres de cette bande ont été arrêtés et placés sous mandat de

dépôt à la suite de leur présentation devant la justice.

M'sila : 1,1 milliard de dinars pour l'équipement des communes

Une enveloppe financière de l'ordre de 1,1 milliard de dinars sera mobilisée au titre de l'exercice 2019/2020 pour l'équipement de plusieurs communes de M'sila, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Le projet en phase d'attribution concerne des équipements ayant trait au transport, à la salubrité, à l'environnement et aux travaux publics, a-t-on précisé, détaillant que l'enveloppe est puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. Ciblant l'ensemble des communes de la wilaya, les grandes agglomérations en particulier, le projet vise à combler le déficit en matière d'équipements, notamment dans le domaine de la salubrité publique, ainsi que le renforcement du parc des communes



par des engins de travaux publics, ont expliqué les services de la wilaya. Par ailleurs, il a été procédé, au titre de l'année 2019, à l'acqui-

sition de 10 ambulances et 40 bus exclusivement réservés au transport scolaire, a-t-on ajouté.

Faciliter l'intégration d'un nouveau salarié

Dans les statistiques, il apparaît évident que l'intégration d'un collaborateur dans les premiers jours de son embauche et même le premier jour sont des facteurs clefs au fait pour qu'il reste au sein de l'entreprise. La recherche et l'intégration d'un nouveau collaborateur ont un coût qui pèse sur la trésorerie de l'entreprise, sur le temps des collaborateurs qui s'y consacrent et sur la notoriété de l'entreprise. Or, actuellement les démissions en période d'essai se situent autour de 20%. Il est donc fondamental de réussir l'entrée du nouveau collaborateur. Arriver dans une entreprise n'est jamais aisé pour tout le monde. S'adapter à ce nouvel environnement est parfois rude. Le responsable peut très bien aider son nouveau collaborateur à mieux gérer cette intégration. Pourtant, beaucoup d'entreprises ignorent l'importance de l'accompagnement d'une recrue. Elles ignorent que plus vite le nouveau salarié s'acclimate avec l'entreprise, plus rapidement il va devenir opérationnel. Voici donc les points à suivre pour faire du premier jour de votre collaborateur un succès.

• Accueillir vs intégrer

Accueillir n'est pas forcément intégrer le nouveau collaborateur. L'accueil consiste à créer un premier contact agréable à l'arrivée d'un nouveau collaborateur. L'intégration est généralement plus longue : elle comprend la découverte de l'entreprise et la prise de poste. C'est aussi l'accompagnement vers l'autonomie pour garantir l'atteinte des objectifs individuels du nouvel arrivant.

• Bien préparer le poste de travail

Avant l'arrivée de votre nouveau collaborateur, vous devez vous assurer que tout soit prêt le jour J. Assurez-vous qu'il dispose de tout le matériel dont il aura besoin pour réaliser sa mission dans des bonnes conditions. Tout doit être prêt dans les moindres détails : bureau, ordinateur, tenue de travail...

• Informer l'équipe de l'arrivée du nouveau

Cette étape est nécessaire que ce soit pour les anciens collaborateurs ou pour le nouveau. Pour les anciens, rien n'est plus frustrant que d'apprendre à l'improviste l'arrivée d'un nouveau collègue. Pour le nouveau, il pourrait être mal reçu.

Vous devez donc informer votre équipe pendant les points hebdomadaires, ou les réunions d'équipe, le cas échéant par e-mail. Ainsi, vous pouvez leur expliquer clairement la mission que vous lui confierez.

• Faire le tour de l'entreprise

Le jour de l'arrivée de votre nouveau collaborateur, ne vous précipitez pas pour le mettre devant son poste de travail. Vous pouvez lui faire visiter votre entreprise pour l'aider à mieux se détendre. Ainsi, il lui sera facile de bien se repérer dans les locaux. Vous pouvez aussi le présenter individuellement à ses collègues. Profitez aussi par la même occasion de lui communiquer en détail le règlement inté-

rieur et les consignes de sécurité du site.

• Expliquer la culture de l'entreprise

C'est également un moyen pour aider votre collaborateur à mieux s'intégrer. Vous pouvez sensibiliser un nouvel arrivant aux valeurs et aux règles de vie de l'entreprise. Ce qui permettra d'éviter les incompréhensions. Essayer aussi de créer chez lui le sentiment d'appartenance afin d'amener une bonne ambiance de travail dès le début.

• Confiez-le à un tuteur opérationnel

Désignez une personne qui a déjà de l'expérience et qui maîtrise le poste, les outils de travail, les logiciels pour s'occuper de votre nou-

veau collaborateur. Cette personne doit aussi avoir un certain sens de la pédagogie et l'envie de transmettre. Ce conseil peut aussi très bien multiplier les chances de succès.

• Organiser des points réguliers

Un nouveau collaborateur a toujours de la difficulté à assimiler une quantité importante d'informations en un temps très limité. Le tuteur doit s'assurer que le nouveau salarié intègre le contenu de son poste et qu'il ose demander des explications supplémentaires. Ce qui lui permettra de s'intégrer avec succès et durablement dans son nouvel environnement de travail.

k.a

Culture d'entreprise

La culture d'entreprise correspond à l'ensemble des valeurs, comportements et pratiques professionnelles communs au personnel d'une entreprise, et qui permet de différencier celle-ci d'une autre entreprise. Lorsqu'on intègre une nouvelle structure, il est important de se renseigner sur sa culture d'entreprise, afin de bien s'intégrer et de comprendre les enjeux qui motivent les actions des collaborateurs. Culture d'entreprise : définition

• Une source de cohésion

La culture d'entreprise regroupe l'ensemble des éléments qui permettent à une entreprise de former une cohésion entre tous les collaborateurs et qui la différencient des concurrents. La culture d'entreprise a pour objectif de réunir les salariés autour de valeurs et de symboles communs, tout en prenant en compte la diversité des personnes la composant.

• Une culture qui s'adapte

La culture d'entreprise est la synthèse des personnalités qui la forment et de son histoire. Elle évolue en permanence en fonction des modifications de son personnel, de son environnement, de ses figures emblématiques, de ses réussites et de ses échecs. Elle permet de définir le comportement au travail.

Objectifs et limites de la culture d'entreprise

*La culture d'entreprise permet de fédérer l'ensemble du personnel autour d'un projet commun d'entreprise. Pour cela, elle doit être parfaitement comprise et adoptée par tous les collaborateurs lors de leur processus d'intégration en entreprise. C'est un élément du mana-



gement qui permet une meilleure implication des salariés dans leur travail de tous les jours. La culture d'entreprise permet de s'adapter au mieux à l'environnement direct de l'entreprise. En partageant les mêmes valeurs, les mêmes coutumes, les mêmes histoires, les salariés savent comment interagir avec l'extérieur et répondre aux menaces environnantes.

*La culture d'entreprise, si elle est à valoriser, doit bien prendre en compte la diversité des personnalités

de ses salariés. Elle ne doit jamais aller à l'encontre des valeurs personnelles de chacun. De plus, bien comprendre une culture d'entreprise demande du temps. Cette étape nécessaire est souvent mise à mal par le développement des emplois précaires.

Exemple : la culture d'entreprise ne peut pas être intégrée par des intérimaires qui ne restent que 15 jours dans la société.

Enfin, une culture d'entreprise trop forte est souvent un frein aux chan-

gements. Les fusions d'entreprises à forte culture d'entreprise se retrouvent souvent confrontées à des chocs de cultures, qui peuvent perdurer plusieurs années et affaiblir la stratégie unique de la nouvelle entité.

Éléments caractéristiques de la culture d'entreprise

• Les mythes et les héros

Les mythes sont les histoires qui circulent dans les entreprises qui servent à renforcer l'esprit d'appartenance des salariés. Il peut

s'agir de produit phare de la marque. *Exemple : Les héros sont souvent les fondateurs de la société ou les personnalités qui ont marqué l'Histoire de l'entreprise.

• Symboles, rites et coutumes

Il s'agit des signes extérieurs d'identification à une entreprise en particulier, qui servent de repères au personnel. Ils peuvent toucher de nombreux domaines. La tenue vestimentaire fait partie de ces signes. Les symboles, rites et coutumes touchent aussi de près aux habitudes au sein de l'entreprise.

*Exemple : pots de départ en cas de démission ou de retraite d'un collaborateur.

Il peut également s'agir de signes à l'extérieur de l'entreprise.

*Exemple : certaines entreprises incitent leurs salariés à emporter chez eux des objets aux couleurs de la marque (mugs, T-Shirt, porte-clé, agenda, etc). Enfin, l'organisation du travail est marquée par des pratiques spécifiques à l'entreprise.

*Exemple : salles de détente avec des jeux ou les salles de repos dans les start-up.

• Valeurs

L'entreprise développe des valeurs au sein de son personnel. Cela peut se faire de façon formelle avec un code de bonne conduite et/ou une charte éthique, mais les valeurs peuvent aussi reposer sur des croyances communes.

• Tabous et interdits

Les tabous et les interdits sont les sujets que le personnel sait éviter. Il s'agit souvent des échecs commerciaux de la société, ou d'événements passés peu glorieux.

b.m

Choisir le bon affichage publicitaire pour sa société

Que vous choisissiez de vendre des produits ou des services, il vous faut en faire la publicité. Dans une campagne de communication, l'affiche est un support fréquemment utilisé par les professionnels en raison de ses nombreux avantages dont celui de sa visibilité. Elle permet d'attirer l'attention du grand public aussi bien en intérieur qu'en extérieur. Mais quelle technique choisir ? Y en a-t-il des plus accrocheuses ? Voici quatorze idées de techniques et six techniques de vente publicitaire pour vous faire de la bonne publicité.

1. La bisection symbolisante
Cette technique a pour but d'associer deux univers qui n'ont rien à voir. On l'appelle également combinaison.
2. L'hyperbolisation sympathique
Aussi connue sous le nom d'exagération. Elle consiste à insister énormément sur la caractéristique d'un produit.
3. La personnalisation signifiante
Il s'agit d'introduire un personnage

- incarnant les valeurs du produit.
4. Le concept à contre-pied
Il s'agit de montrer à la cible le contraire du message que l'on désire faire passer.
5. La réserve spectaculaire
Cette technique se distingue des autres. En effet, les mots sont absents. La seule force de la publicité reste l'image.
6. L'expression à contre-courant
Comme il est précisé dans le titre, il s'agit de créer une expression basée sur un mode plutôt inhabituel.
7. Le suspense différé
Il s'agit de communiquer à travers une énigme puis d'en donner la solution quelques jours après.
8. La « mascottisation »
Rien de plus simple. Un personnage représente le produit que vous vendez.
9. La transfiguration qualitative
Il s'agit d'attirer l'attention à travers l'esthétisme du message.
10. L'inversion
Tout est expliqué dans le titre. Il s'agit de prendre un objet dit beau et de le rendre laid, par exemple.



11. Le jeu
Prendre une publicité et la détourner de manière ludique.
12. Le temps
Jouer sur les effets temporels pour

- mieux communiquer ce que vous vendez.
13. La référence inattendue
Il s'agit de faire une référence imprévue à un film, ou à toute autre

- œuvre artistique en particulier.
14. La métaphore
Il s'agit ici d'utiliser une comparaison, sans forcément y inclure le mot « comme ».

Compte personnel de formation : un tournant



Le ministère du Travail a arrêté les conditions générales d'utilisation de la future application mobile du compte personnel de formation qui sera téléchargeable le 1er décembre au plus tard. Cette nouvelle « appli » va-t-elle révolutionner les pratiques et les salariés vont-ils en utiliser les fonds pour assurer leur avenir ?

Dans le cadre de la loi du 5 septembre 2018, le compte personnel de formation (CPF) subit une totale transformation en 2019 car il offre l'opportunité aux usagers de choisir, de réserver et d'acheter en ligne leurs formations, sans intermédiaire, via une application dédiée.

Quel est l'intérêt de cette application ? L'intérêt de cette application pour les organismes de formation c'est de pouvoir proposer directement leur offre aux usagers. Une vitrine pour les organismes de formation Ce portail d'information des organismes de formation leur a été ouvert aux pour qu'ils référencent leurs formations

Comment alimenter cette plateforme ? Par apport de fichier XML qui permet d'alimenter la plateforme avec son catalogue selon le rythme souhaité par l'organisme de formation. Un accès performant pour les usagers Les services CPF directement accessibles. Ainsi sur le site moncompteactivite.gouv.fr, permet aux usagers de consulter L'ensemble de leurs dossiers de formation ; Leurs heures CPF et DIF ainsi que l'historique de leur compte ; Des formations adaptées à leur statut et à leurs attentes ; Et des informations détaillées sur les démarches à entreprendre et les interlocuteurs à contacter. Les usagers bénéficient De services numériques personnalisés qui les aideront à faire le point sur leur situation et à construire leur projet professionnel ; D'informations détaillées et actualisées sur des métiers qui seraient susceptibles de leur correspondre.

De la vision à la stratégie d'entreprise et à l'objectif



Les articles sur les entrepreneurs visionnaires abondent. Mais quel sens donner à cette étiquette qui colle aux entrepreneurs de success story ? Que vous soyez créateur ou déjà aguerri, la vision entrepreneuriale est capitale à la réussite de votre entreprise. Il vous faudra comprendre son rôle, en particulier dans la définition de vos objectifs et de votre stratégie de développement d'entreprise. *Une vision qui s'inscrit dans l'action Elle n'est pas pour autant un rêve. Le rêve est produit par l'inconscient, l'imaginaire ou un désir. *La vision doit être liée... La vision permet de définir l'objectif final et des étapes intermédiaires et de nourrir la motivation pour l'atteindre et doit : ... à la stratégie de développement de l'en-

treprise Elle permet aussi l'élaboration et la mise en place de stratégies diverses et appropriées pour avancer, pour transformer une vision en réalité. ... à la mission de l'entreprise La mission concerne ce que vous faites précisément pour atteindre cette vision. C'est votre contribution personnelle. Elle incite vos collaborateurs à accomplir leur mission. Les exemples sont pléthores Que ce soit blablacar avec Frédéric Mazella, leboncoin avec Olivier Aiza, l'alimentaire pétillant avec Michel et Augustin, Allo resto avec Sébastien Forest, OpenClassroom avec Mathieu Nebra, le slip français avec Guillaume Gibault, Wonderbox avec Bertile Burel et James Blouzard...

10 astuces pour réussir ses cartes de visites

A l'heure du tout numérique et du monde planétaire, des échanges internationaux, des networking la carte de visite sur laquelle figurent vos coordonnées se révèle toujours indispensable ! Aujourd'hui, de nombreuses options sont disponibles pour embellir vos cartes de visites et ainsi vous démarquer. Alors comment donner envie aux autres de la regarder et surtout de la garder ? Une question de taille Sachez d'abord que la taille stan-

dard d'une carte visite est de 8,5 x 5,4cm. Et sur ce point-là, il vaut mieux ne pas trop vouloir faire dans l'originalité. Horizontal ou vertical ? En ce qui concerne l'orientation, pensez que la plupart des cartes du quotidien sont d'un format horizontal donc celui-ci reste le plus naturel aux yeux de vos interlocuteurs. Le verso de la carte Certaines cartes peuvent être écrites à la fois sur le recto et sur le verso. Comment savoir si cela

vous conviendrait ? Pour répondre à cela, énumérez le nombre d'informations qui apparaîtront sur votre carte de visite. Pensez à la lisibilité Optez pour une police d'écriture simple, sobre (Times New Roman, Calibri, Arial...) et n'utilisez pas plus de deux tailles différentes sur une même carte. Finie l'époque du noir et blanc Si votre entreprise dispose d'une charte graphique, il est conseillé de l'appliquer afin de conserver une certaine cohérence visuelle.

Utilisez de la couleur mais avec modération. Une carte qui vaut de l'or Préférez un papier de qualité, avec un toucher agréable. Cela a son importance et donne une bonne image de vous et de votre entreprise. Le choix des informations Votre carte de visite doit renseigner de manière rapide son propriétaire, sa marque, mais cela ne doit pas non plus se transformer en plaquette commerciale. L'ajout d'images

Si vous avez un logo faites-le figurer sur la carte, c'est l'élément visuel qui permet à votre interlocuteur de se souvenir de vous et de votre entreprise en un coup d'œil. Une carte personnalisée N'oubliez pas qu'il vous est possible de faire plusieurs cartes. Les informations peuvent ne pas être les mêmes selon votre destinataire (client, investisseur...). Une carte 2.0 Dernier conseil : aujourd'hui la communication passe beaucoup par le numérique.

Le travail des enfants

Dans le monde entier, des millions d'enfants sont privés de leur enfance parce que contraints d'exercer un travail mettant en péril leur santé et leur éducation. UNICEF se bat pour éliminer cette grave violation des droits de l'enfant.

Selon l'Organisation internationale du travail, le travail des enfants regroupe l'ensemble des activités qui privent les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et nuisent à leur scolarité, santé, développement physique et mental.

L'article 32 de la Convention internationale des droits de l'enfant indique que « les États parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social ».

Environ 152 millions d'enfants dans le monde sont privés de leur enfance parce qu'ils sont impliqués dans le travail. Pire encore : 115 millions d'entre eux exercent des activités dangereuses. Ces enfants qui travaillent sont partout, mais invisibles : domestiques dans les maisons, derrière les murs des ateliers, cachés dans les plantations. Si la grande majorité des enfants travaille dans le secteur agricole (59%), les pires formes de travail des enfants comprennent l'utilisation d'enfants comme esclaves, la prostitution, la vente de drogues, le crime ou l'enrôlement comme soldats dans des situations de conflit ou pour d'autres travaux dangereux.

Si le travail des enfants est essentiellement conduit par la pauvreté des familles et des communautés, il est aussi le produit d'autres facteurs : les normes sociales qui le tolèrent, le manque d'emplois décents pour les adultes et les adolescents, la migration

et les situations d'urgence.

Il est également une conséquence des inégalités sociales renforcées par les discriminations. Les enfants des populations indigènes et des basses castes courent plus de risques de devoir abandonner l'école et d'être mis au travail. Les enfants migrants sont également très exposés au travail clandestin et illégal.

Les progrès nécessaires pour éliminer le travail des enfants sont donc étroitement liés à la réduction de ces vulnérabilités, à l'atténuation des chocs économiques et à l'accès aux services sociaux.

Le travail des enfants est le sujet de nombreuses idées reçues dans le monde occidental, car il est surtout connu par les scandales médiatisés : un enfant au travail est vu typiquement comme un « enfant-esclave », dans un pays du tiers monde, employé dans un atelier textile asiatique pour une grande marque de vêtements ou enfant

des rues en Amérique du Sud. En réalité, il y a des enfants au travail dans quasiment tous les pays du monde, y compris des pays développés comme l'Italie ou les États-Unis ; les usines et les ateliers textiles masquent le fait que plus des trois quarts de ce travail se trouve dans l'agriculture ou les activités domestiques, dans la sphère familiale ; et si les enfants-esclaves existent, ils ne forment qu'une minorité. Il existait aussi bien avant l'industrialisation ou la mondialisation, même si ces deux phénomènes ont rendu le travail des enfants plus visible.

Si l'élimination des « pires formes de travail » n'est pas discutée, l'abolition est en revanche un sujet de débat pour les autres enfants ; la lutte contre la pauvreté et les mauvaises conditions de travail reste un objectif commun aux « abolitionnistes » comme aux organisations plus pragmatiques. Depuis 1992, le programme IPEC tente de fédérer les actions entreprises.

Type de travail, acceptabilité

La convention no 138 de l'OIT impose de définir également les travaux « légers » et « non dangereux ». D'après cette même convention, un « travail léger » doit être sans danger pour la santé et le développement de l'enfant et ne doit pas l'empêcher d'aller à l'école ou de « bénéficier de sa formation ». C'est ce que l'Unicef appelle *childwork* (ou « travail conforme aux normes de l'OIT ») : ces travaux sont souvent bénéfiques pour leur éducation. Dans les statistiques, cela est souvent simplifié pour devenir « un travail non dangereux prenant moins de 14 heures par semaine ». Les deux autres catégories de travaux sont les travaux dits dangereux et les « pires formes de travail des enfants ».

Un « travail dangereux » est de façon générale ce qui peut « compromettre la santé ou la sécurité physique ou morale d'un enfant » ; plus précisément, cela inclut les métiers de la construction, dans les mines, avec certaines machines, au contact de pesticides, de plus de 43 heures par semaine, etc. : la convention OIT no 190 définit ces formes plus précisément, de même que les lois nationales.

L'Unicef retient la notion de *child labour* (ou « travail non conforme aux normes de l'OIT ») en y incluant les travaux dangereux (tous âges), les moins de 12 ans qui travaillent dans une des branches de l'économie et les travaux non dangereux effectués plus de 14 heures par semaine (12-14 ans).

Les « pires formes de travail des enfants » sont définies par la convention OIT no 182, article 2, et incluent le trafic d'enfants, le travail forcé ou en remboursement d'une dette, la participation des enfants à des conflits armés (en tant qu'enfants soldats mais aussi comme messagers, porteurs, etc.), l'exploitation sexuelle par la prostitution et la pornographie ainsi que les activités illicites comme le trafic de drogue.



Âge minimum et travail

L'Organisation internationale du travail retient les définitions suivantes dans ses publications qui servent souvent de référence lors de l'analyse du travail des enfants :

- Un enfant est une personne de moins de 18 ans ; puisqu'il est souvent considéré que les enfants de moins de 5 ans sont trop jeunes pour travailler (même s'il existe des cas d'abus), les statistiques ne prennent souvent en compte que les enfants entre 5 et 17 ans.

- Le travail est défini comme une « activité économique », qu'elle soit payée ou non. Ce dernier cas permet d'inclure l'économie informelle ou le travail domestique dans un autre foyer que le sien. Les enfants sont ainsi répartis dans cinq catégories : travaillant, travaillant et allant à l'école, allant à l'école et ne travaillant pas, travail domestique, et aucune activité (malade,

éducation informelle, etc.). Ces définitions sont essentiellement statistiques et ne servent pas à établir la limite entre un travail « acceptable » (au vu des conventions internationales) ou non. La convention no 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'emploi de 1973 est le document de référence à ce sujet actuellement. Elle distingue un âge minimum général, un âge minimum pour les travaux légers et un autre pour les travaux dangereux. Elle distingue aussi les « pays où les services économiques et d'éducation sont insuffisamment développés » et les autres ; pour les autres pays, l'âge minimum général est de 15 ans ou l'âge de fin de scolarisation obligatoire s'il est plus élevé (14 ans dans ces pays en développement) ; pour les travaux légers, 13 ans (resp. 12 ans) ; pour les travaux dangereux, 18 ans, voire 16 ans selon certaines conditions.





Les déterminants du travail des enfants

Pour Bénédicte Manier, le travail des enfants est causé par un ensemble de facteurs agissant en commun : la pauvreté des familles, la faible scolarisation, l'échec ou l'inefficacité des politiques sociales ainsi que certains facteurs socioculturels. Parmi ces facteurs, la pauvreté est régulièrement identifiée comme une raison essentielle.

1-Causes socio-économiques Effets de la pauvreté

Le travail des enfants a été identifié comme une des stratégies de survie des populations pauvres : ces stratégies visent à assurer l'essentiel et en premier lieu l'alimentation du jour. Chaque membre de la famille étant une bouche à nourrir, tous sont appelés à contribuer au revenu familial. La pauvreté empêchant le pouvoir de décision à long terme et entraînant une lutte quotidienne pour sa survie, les familles peuvent être amenées à accepter n'importe quelle proposition les aidant à améliorer leur situation — l'analphabétisme encore fréquent dans les pays en développement pouvant les amener à croire des personnes peu scrupuleuses. Le lien entre pauvreté et travail des enfants se vérifie également dans les pays développés (où les enfants au travail font partie des couches défavorisées) et dans les pays ayant connu des crises économiques où les enfants au travail font partie des « nouveaux pauvres ».

La pauvreté des familles provient souvent elle-même du chômage ou du sous-emploi des parents : d'après l'OIT, en 2003, 180 millions de personnes sont au chômage et 700 millions sont sous-employées soit au total un tiers de la population active mondiale qui ne gagne pas le minimum vital. Si le secteur informel absorbe une partie de cette main-d'œuvre, il n'est pas illimité et les revenus qu'il dégage ne sont pas stables d'où le recours à un revenu d'appoint en faisant travailler les enfants. De plus, la demande d'emploi étant supérieure à l'offre, les employeurs peuvent davantage imposer leurs conditions et choisir d'embaucher des enfants (moins payés et plus dociles) que des adultes : dans de nombreuses situations, les enfants travaillent alors

que les parents sont au chômage, entrant ainsi en « concurrence involontaire ».

La vulnérabilité s'ajoute à la pauvreté : les enfants au travail se situent fréquemment au bas de l'échelle sociale parmi les castes inférieures en Inde, les paysans sans terre au Brésil, les réfugiés, les minorités ethniques, etc. Les systèmes inégalitaires rendent plus facile l'exploitation d'enfants.

Le choix entre travail et scolarisation

Appliquée aux décisions familiales, la théorie microéconomique analyse la scolarisation comme le résultat d'un arbitrage avec le travail. D'après Gary Becker, le résultat de cet arbitrage est que les enfants sont envoyés à l'école tant que le profit à terme anticipé de l'éducation est supérieur au coût d'opportunité, c'est-à-dire à la perte de revenu immédiate qu'implique la scolarisation. La possibilité du travail des enfants vient s'ajouter aux coûts de scolarisation, dans la mesure où elle représente un manque à gagner, tandis que la qualité de l'enseignement influe directement sur le profit anticipé de l'éducation.

Des études ont montré que, dans les pays latino-américains, la hausse du niveau de salaire diminue les chances de scolarisation. Au Mexique, la hausse du niveau des salaires diminue les chances que l'enfant soit uniquement scolarisé sans travailler. Cet effet des salaires est parfois plus important dans les zones riches que dans les zones pauvres. Ainsi au Brésil dans les années 1990, le travail des enfants était plus important dans la région riche de São Paulo que dans celle pauvre de Bahia. D'ailleurs, d'autres études montrent que le taux de chômage a un effet similaire. Les périodes de chômage, bien que synonymes de pauvreté, sont favorables à la scolarisation et au recul du travail des enfants, parce qu'elles réduisent le coût d'opportunité de la scolarisation. Cela montre que le coût d'opportunité de la scolarisation a un effet décisif sur le travail des enfants, et que la pauvreté ne suffit pas seule à l'expliquer.

Des mesures microéconomiques peuvent modifier cet arbitrage entre scolarisation et travail. Gary Becker, qui l'interprète comme l'opposition des intérêts économiques à court terme des parents et

ceux à long terme de l'enfant, propose ainsi de payer les parents lorsque leurs enfants sont scolarisés.

2-Facteurs socioculturels

La valeur attribuée à l'éducation par rapport à l'apprentissage ou au travail n'est pas la même selon les cultures : la « culture de l'école » a mis plus d'un siècle à s'implanter durablement en Europe et elle ne semble toujours pas acquise dans de nombreux pays en développement où les grands-parents et souvent les parents ne sont pas allés à l'école. Le travail des enfants, loin d'être vu comme un « fléau », y est valorisé car il permet souvent l'apprentissage tandis que le système éducatif ne mène pas forcément à un bon emploi ; cette conception est souvent celle des populations pauvres. La perception qu'en ont les enfants est aussi variable : il y a ceux qui souffrent de leur condition mais d'autres qui sont fiers d'aider leur famille ou d'apprendre un savoir-faire.

Le faible taux de scolarisation des filles (qui forment 60 % des enfants non scolarisés) provient quant à lui souvent de préjugés culturels, les filles étant « destinées à être mariées » et l'éducation étant alors une perte de temps et d'argent : il vaudrait mieux leur apprendre à effectuer les travaux domestiques. Ainsi, si le travail des filles commence plus tôt, il est aussi moins visible puisque restreint à la famille. Les études empiriques montrent que le niveau d'éducation des parents, et plus particulièrement de la mère, est le plus important déterminant du travail ou de la scolarisation des enfants. Il aurait plus d'impact que le niveau de revenu, le coût d'opportunité et la qualité du système éducatif (ces variables sont toutefois toutes liées). L'explication de ce phénomène reste incertaine. Les mères éduquées ont une préférence plus grande pour l'éducation. Elles ont aussi une plus grande influence au sein de la famille, ce qui se révèle décisif lorsque leur préférence pour la scolarité n'est pas totalement partagée par le père. Enfin, dans la mesure où les mères passent davantage de temps avec leurs enfants, leur niveau d'éducation diminue le coût de celui de leurs enfants.

3-Faiblesse de la scolarisation et des politiques sociales

Pour l'Unicef, 117 millions d'enfants ne sont pas scolarisés dans le monde, chiffre qui monte à plus de 400 millions en incluant les moins de 18 ans. De même que la scolarisation obligatoire a été un facteur important d'abandon du travail des enfants en Occident, les faibles taux des pays en développement et notamment de l'Afrique subsaharienne empêchent ce phénomène de reculer. Même lorsqu'un enfant est inscrit à l'école, l'achèvement de sa scolarité n'est pas assuré : seul un enfant sur trois termine son cycle primaire dans le monde, les écoles atteignent difficilement les zones rurales et les bidonvilles des banlieues, les fournitures scolaires et la cantine coûtent cher aux parents, ce à quoi l'enfant peut contribuer par une activité rémunératrice. Mais ce travail peut lui-même empêcher l'assiduité d'où un cercle vicieux aboutissant à l'exclusion de l'école.

L'échec de l'éducation est lui-

même imputé aux budgets insuffisants alloués à ce domaine alors qu'il occupe plus d'un cinquième du budget d'un pays comme la France, la part allouée à l'éducation dans les pays en développement ne cesse de régresser (- 30 % dans les années 1990) ; la corruption des gouvernements, la dette des pays pauvres, la faiblesse de l'aide au développement et la faiblesse des recettes provenant de leurs exportations ne leur permettent pas d'accroître ce budget. L'Internationale de l'éducation estime ainsi que 70 % des enseignants dans le monde sont pauvres, les obligeant alors à recourir à un travail supplémentaire pour couvrir leurs besoins, et que la pénurie d'enseignants atteint 2,7 millions de personnes.

Le choix entre travail et scolarisation

Appliquée aux décisions familiales, la théorie microéconomique analyse la scolarisation comme le résultat d'un arbitrage avec le travail. D'après Gary Becker, le résultat de cet arbitrage est que les enfants sont envoyés à l'école tant que le profit à terme anticipé de l'éducation est supérieur au coût d'opportunité, c'est-à-dire à la perte de revenu immédiate qu'implique la scolarisation. La possibilité du travail des enfants vient s'ajouter aux coûts de scolarisation, dans la mesure où elle représente un manque à gagner, tandis que la qualité de l'enseignement influe directement sur le profit anticipé de l'éducation.

Le coût de la scolarisation s'accroît donc avec les salaires. Des études ont montré que, dans les pays latino-américains, la hausse du niveau de salaire diminue les chances de scolarisation. Au Mexique, la hausse du niveau des salaires diminue les chances que l'enfant soit uniquement scolarisé sans travailler. Cet effet des salaires est parfois plus important dans les zones riches que dans les zones pauvres. Ainsi au Brésil dans les années 1990, le travail des enfants était plus important dans la région riche de São Paulo que dans celle pauvre de Bahia. D'ailleurs, d'autres études montrent que le taux de chômage a un effet similaire. Les périodes de chômage, bien que synonymes de pauvreté, sont favorables à la scolarisation et au recul du travail des enfants, parce qu'elles réduisent le coût d'opportunité de la scolarisation. Cela montre que le coût d'opportunité de la scolarisation a un effet décisif sur le travail des enfants, et que la pauvreté ne suffit pas seule à l'expliquer. Des mesures microéconomiques peuvent modifier cet arbitrage entre scolarisation et travail. Gary Becker, qui l'interprète comme l'opposition des intérêts économiques à court terme des parents et ceux à long terme de l'enfant, propose ainsi de payer les parents lorsque leurs enfants sont scolarisés.

4-Rôle économique

Fournissant un travail, ces enfants participent à l'économie. Une grande partie de ce travail est « invisible », dans le sens où il est attesté, mais il n'est pas comptabilisé : c'est le cas du travail dans la sphère familiale, qui concerne encore souvent les femmes n'ayant pas d'activité professionnelle mais s'occupant de leur famille. Les enfants qui travaillent à l'extérieur de

leur famille y apportent une contribution financière directe (participation au budget familial) et indirect (ils subviennent à leur propres besoins et représentent une bouche de moins à nourrir). L'OIT estimait qu'un enfant actif peut apporter entre 20 et 25 % du revenu familial pour une famille pauvre.

La minorité des enfants salariés pèse un certain poids dans l'économie du pays : l'OIT estime que les enfants représentent près 5 % de la population active en Amérique latine, mais 14 % au Kenya. Il n'existe que des ordres de grandeur pour leur poids par secteur : ainsi, au Pakistan, l'industrie du tapis rapportait 109 millions de dollars en exportations en 1995-96 d'après le patronat ; selon la SACCs (South Asian Coalition on Child Servitude), 500 000 enfants y travailleraient (sur 1,5 million de salariés), un chiffre sujet à caution mais qui donne un ordre de grandeur.

Action

Les actions de lutte contre le travail des enfants incluent les mesures législatives prises par les gouvernements nationaux, la sensibilisation de l'opinion publique, les actions ciblant les entreprises en amont dont la « consommation citoyenne » et le boycott, les actions de terrain et le syndicalisme des enfants. On peut mentionner également, les codes de conduite et les protocoles adoptés de manière plus ou moins volontaire de « chartes » et de « protocoles » par les entreprises, à la suite des pressions exercées par l'opinion politique, les ONG et les syndicats, ainsi que des programmes d'action de la part d'organisations intergouvernementales comme, notamment, l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'UNICEF.

Dans les pays en développement

Les actions entreprises dans les pays occidentaux n'ont cependant qu'un faible impact : ils n'affectent que les enfants impliqués dans le commerce international, c'est-à-dire une minorité. Sur le terrain, plusieurs milliers d'ONG et d'associations agissent sur les causes premières du travail des enfants. Leurs actions incluent la lutte contre la pauvreté au sens large du développement, l'accueil d'enfants des rues dans des abris et centres d'hébergement, la construction et la maintenance d'écoles tout comme la mise en place d'activités éducatives ou de formations professionnelles. Certains programmes plus innovants, souvent financés par l'Unicef, essaient l'enseignement itinérant, à la maison ou sur des bateaux, ou encore des allocations liées à l'assiduité scolaire, au Brésil. Une initiative plus récente est celle des syndicats d'enfants. Si le mouvement pionnier s'est créé en 1976 (le MANTHOC péruvien), ce n'est que dans les années 1990 que d'autres syndicats ont continué à se créer en Inde, en Afrique et dans le reste de l'Amérique latine. Leurs projets communautaires rejoignent ceux des ONG, mais avec le bénéfice d'un rapport de force avec les employeurs permettant de meilleures conditions de travail, ainsi que celui d'une identité nouvelle. Ces mouvements sont souvent anti-abolitionnistes, tout en réclamant un travail digne et en rejetant l'exploitation.

K.Amel

2019 à Tlemcen : La route de l'olivier pour promouvoir le tourisme rural

La wilaya de Tlemcen a connu une véritable dynamique, durant l'année 2019, avec l'ambition de promouvoir le tourisme rural à travers la route de l'olivier et, partant, la valorisation des ressources existantes pour engager un développement local viable et soutenable. Initié au début de l'année 2019 par l'antenne de Tlemcen du Programme d'actions pilotes pour le développement agricole et rural en Algérie

(PAP-ENPARD), le projet de la route de l'olivier a suscité un grand enthousiasme parmi la population rurale notamment parmi les porteurs potentiels de projets touristiques. Le parcours touristique élaboré englobe douze communes de la wilaya : Sabra, Bouhlou, Sidi Medjahed, Beni Snous, El Azail, Beni Bahdel, Béni Mester, Sebdou, Ain Ghoraba, Terny, Mansourah et Tlemcen. Il vise à mettre en valeur l'olivier, produit-phare de ces régions, et par conséquent l'huile d'olive très réputée dans ces localités, explique un responsable de la direction locale du Tourisme, Hadj Mimoune Fares. Dans la foulée de ce projet, ce sont les différents produits artisanaux, agricoles, gastronomiques "gravitant" autour de l'olivier qui seront promus afin de créer un environnement touristique attrayant et de mettre en valeur des produits de terroir "bio" et "authentiques", a-t-on ajouté. Un premier travail a permis de recenser les potentialités existantes et d'identifier les porteurs de projets pour lancer ce type de tourisme rural. Les projets sont nombreux et proposent, entre autres, la création de gîtes ruraux et de tables d'hôtes dans diverses régions de la wilaya

La formation, un passage obligé

Dans un souci d'assurer une forma-



tion aux porteurs de projets de nombreux cycles ont été organisés à leur profit par le programme PAP-ENPARD, la direction locale du Tourisme et l'Association nationale de réflexion, d'échanges et d'actions pour l'environnement (AREA-ED). Des ateliers sur l'entrepreneuriat rural, le marketing et la valorisation du tourisme, les échanges et valorisations des produits du terroir ont été organisés tout le long de l'année 2019 comme d'autres formations en apiculture, en gastronomie traditionnelle. Une campagne d'information sur le logement chez l'habitant a été aussi assurée pour expliquer la réglementation régissant ce créneau. Les animateurs du PAP-ENPARD ont formé et accompagné douze conseillers de développement des territoires (CDT) à Tlemcen. Ce sont des cadres des

différentes institutions locales impliquées dans le développement rural à travers les différents secteurs (agriculture, forêts, tourisme, artisanat, formation professionnelles et action sociale). D'après le responsable du programme, Réda Allal, les CDT se chargeront de la formation, de l'animation et d'interface avec l'ensemble des acteurs et parties prenantes du développement des territoires ruraux. Ils participeront également à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie globale de développement et de dynamisation d'un territoire.

Des projets en cours d'achèvement

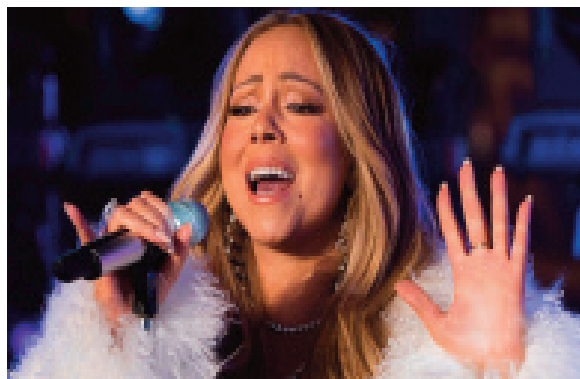
Le premier projet inscrit dans ce cadre sera opérationnel au printemps prochain, a-t-on assuré. Il s'agit du premier gîte rural de la wilaya, implanté dans la localité d'Ou-

led Boukhris. Sa propriétaire, Cherifa Boukhris, est à pied d'œuvre pour boucler son projet, qui consiste à transformer sa maison rurale en un site touristique devant proposer également la gastronomie traditionnelle. "Je suis déterminée à réussir ce projet qui me tient à cœur", a-t-elle confié, tout en affichant sa fierté pour la richesse et la qualité de l'art culinaire local. "Mon objectif est de faire découvrir ma région aux touristes qui pourront contempler la beauté naturelle de la région et visiter les monts de Tnouchfi, un haut lieu de la Guerre de libération nationale", a ajouté cette paysanne, qui compte également proposer des randonnées au profit des amoureux de la nature. La maison d'hôte de Mohamed Belkadi est également en cours d'achèvement dans la localité d'Ain Douz.

Le projet s'inscrit dans le même objectif de valoriser le tourisme rural. A la direction du Tourisme, on souligne que d'autres projets à même d'assurer un succès au tourisme local sont prévus. Il s'agit, entre autres, d'une fête de l'olivier qui viendra s'ajouter aux multiples fêtes comme celle de la cerise, au carnaval d'Ayred de Beni-Snous et la fête de Yennayer marquant le début de l'année amazigh. Incontestablement, le monde rural est promis à un avenir des plus prometteurs avec la concrétisation de tous ses projets touristiques et d'autres qui donneront une dimension supplémentaire à la richesse patrimoniale, historique, sociale, artisanale et culturel qui fait la réputation et la renommée de Tlemcen.

B.M

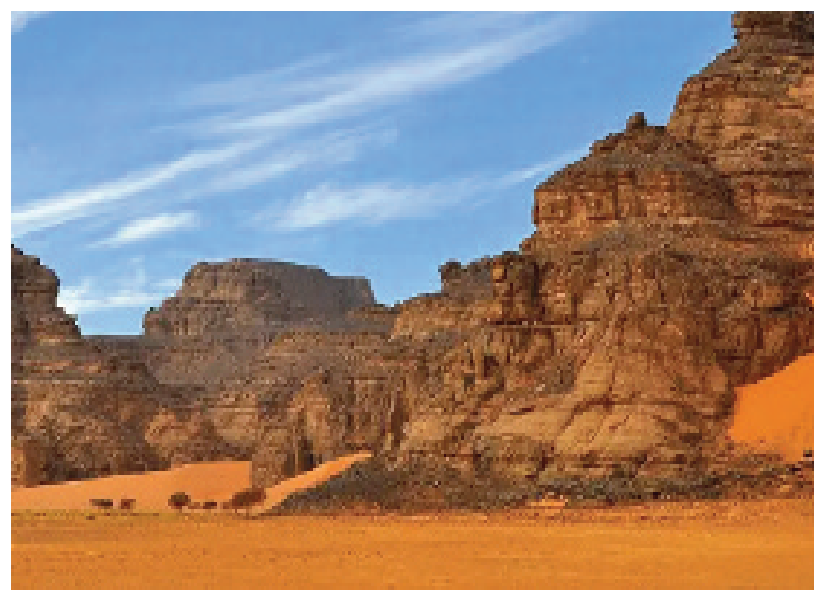
Musique Mariah Carey, numéro 1 de la musique sur quatre décennies différentes



Grâce à son morceau "All I Want for Christmas Is You", la diva de la pop Mariah Carey est devenue la première artiste à avoir été en tête du palmarès américain de la musique sur quatre décennies différentes. Le tube sorti en 1994 est au sommet du classement Billboard Hot 100 pour la semaine du 4 janvier 2020. Mariah Carey a ainsi eu un single en tête dans les années 90, 2000, 2010 et 2020. "All I Want for Christmas Is You" a bénéficié en 2019 d'une nouvelle campagne de promotion, avec une ressortie de l'album "Christmas" et une nouvelle vidéo. Ce petit film utilisait des plans tournés durant la production du clip originel, mais jamais vus depuis. L'arrivée de Noël, une tournée de Mariah Carey aux Etats-Unis et sa savante utilisation des réseaux sociaux ont fait le reste, propulsant le morceau en haut du classement établi par Billboard, le premier numéro un de la chanteuse depuis plus de 11 ans. Déjà populaire durant les années 90 et 2000, le titre a bénéficié d'un coup de fouet grâce à son inclusion dans la bande originale du film "Love Actually" (2003) mais surtout avec l'émergence du streaming.

Tourisme d'aventure: L'Algérie possède le meilleur potentiel au monde, selon un classement britannique

L'Algérie possède le meilleur potentiel en termes de tourisme d'aventure qui pourrait la propulser comme première destination mondiale pour partir en voyage d'aventure, selon un nouveau classement de l'organisation britannique "British Backpacker Society" (BBS), publié mercredi à Londres. "Eu égard aux attractions manifestes du pays en termes de voyage d'aventure et au nombre extrêmement faible de voyageurs visitant l'Algérie aujourd'hui, le potentiel de l'industrie touristique algérienne est inégalé en ce moment", relève BBS dans son communiqué annonçant ce classement annuel. BBS, une organisation leader dans le tourisme d'aventure, regroupant plusieurs experts dans ce type de tourisme dans le monde, souligne qu'avec "des politiques gouvernementales astucieuses favorables au tourisme et une campagne internationale de marketing efficace, l'industrie touristique algérienne pourrait vraiment enregistrer des records mondiaux de croissance pour les dix prochaines années". BBS évoque un pays "béné" par des paysages désertiques époustouflants, des gens hospitaliers, des ruines antiques mais aussi par une proximité géographique de l'Europe, qui regroupe les plus importantes communautés de touristes, adeptes du voyage d'aventure. "L'Algérie a longtemps été l'une de mes destinations de voyage



préférées. Il est formidable de voir les membres de BBS voter cette année pour donner à l'industrie touristique du pays la reconnaissance qu'elle mérite", déclare Samuel Joynson FRGS, président de BBS, cité dans le communiqué. Mais pour exploiter cet énorme potentiel, l'Algérie aura besoin d'alléger le processus d'octroi de visas et de relier les hôtels aux principaux sites de réservation à l'international, estime Samuel Joynson FRGS. Michael Worral, un co-fondateur de BBS, qui s'est déjà rendu à Timimoune et Ghardaïa précise que ce classement est une reconnaissance de l'hospitalité qui est au

cœur de la culture algérienne et aussi un rappel de la bienveillance et de la bonté des Algériens. La ville de Constantine qui "possède l'un des paysages urbains les plus spectaculaires sur terre", est "susceptible de devenir une destination extrêmement populaire pour les voyageurs étrangers dans les années à venir", prévoit un autre co-fondateur de BBS, Adam Sloper. Au top 10 de ce classement annuel, figure l'Arabie Saoudite qui occupe la deuxième place ainsi que le Kazakhstan et la Russie, classées respectivement 5^{ème} et 8^{ème}.

Benadel M

Al Gharafa Neuvième but pour Hanni

L'attaquant algérien d'Al Gharafa, Sofiane Hanni, a inscrit son neuvième but de la saison, hier 03 janvier 2020, face à Al Shahnia lors de la douzième journée de QSL. Le milieu de terrain offensif de 29 ans a égalisé pour les siens à la 40ème minute de jeu sur penalty. Un neuvième but pour l'ancien capitaine d'Anderlecht qui le propulse à la deuxième place des meilleurs buteurs du championnat en compagnie de Baghdad Bounedjah.

LDC Ait Djoudi : «Difficile pour la JSK de briller en C1»

L'ancien entraîneur de la jeunesse sportive de Kabylie, Azzedine Ait-Djoudi estime que la JSK n'est pas en mesure de briller en ligue des champions d'Afrique en présence de clubs chevronnés dans sa poule, notamment l'EST et le RAC. " Pour être franc avec vous, la JSK cette année n'a pas les armes nécessaires pour aller titiller les gros bras du continent en ligue des champions d'Afrique. Vu la situation actuelle du club et les problèmes internes, il vaut mieux se concentrer sur le championnat national, mais il faudra d'abord réussir un bon recrutement car l'effectif actuel est limité", a indiqué le technicien algérien à la radio nationale. Pour rappel, la JSK occupe la quatrième place en championnat avec 21 points et deux matches retardés. En C1, les Kabyles ont engrangé trois points en trois rencontres de la poule D.



Ligue 1 : MC Oran Place au mercato hivernal

Auréolée de la qualification de son équipe aux huitièmes de finale de la coupe d'Algérie jeudi passé face à l'AB Ghris (Inter-ligues), la direction du MC Oran se tourne vers le mercato hivernal pour apporter quelques réglages à son effectif, a-t-on appris samedi de ce club de Ligue 1 de football. La même source a fait savoir que certains joueurs vont devoir quitter le navire pour être remplacés par d'autres. Déjà, l'attaquant Hamia, arrivé l'été passé, est le premier à subir les conséquences des changements décidés par le directeur général du club, Si Tahar Cherif El Ouezzani et son staff technique. Cependant, l'ancien avant centre de l'USM Alger (Ligue 1) ne semble pas prêt à partir selon les conditions fixées par le club qui lui revendique de restituer deux salaires. Un autre joueur, engagé lui aussi au cours de l'intersaison en l'occurrence, Chouiter, figure lui aussi dans la liste des libérés, tout comme l'arrière gauche, Mekkaoui, alors que Benhammou et Bendjelloul, devraient être prêtés cet hiver, précise-t-on de même source. Côté arrivés, des contacts sont entrepris avec trois éléments, à savoir, Benayad (CA Bordj Bou Arreridj), Abdelhafid (NC Magra) et Sidhoum (ES Sétif), poursuit-on encore. Mais dans la foulée, Cherif El Ouezzani devra faire face à la montée au créneau de ses joueurs qui revendiquent le paiement des arriérés de leurs salaires. Dans l'entourage du club, l'on évoque même l'éventualité de voir la bande à l'entraîneur Bachir Mecheri recourir à la grève dès mardi, jour fixé pour la reprise des entraînements. Cette situation risque aussi de provoquer le départ de quelques cadres de l'équipe, craint-on parmi les Hamraoua, "surtout après que Masmoudi et Mansouri aient émis le vœu de rejoindre le championnat tunisien, n'écarter pas l'idée de recourir à la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour bénéficier de leur bon de sortie", prévient-on. Le club phare de la capitale de l'Ouest occupe la 5e place au classement, mais compte un match en moins qu'il disputera sur le terrain de la JS Kabylie. Avant cette partie, l'équipe entrera en stage à Alger à partir du 11 janvier en cours, annonce la direction oranaise.

NA Hussein Dey Zerdoum ne partira pas à l'étranger

Ayant transféré récemment le défenseur Amine Tougai au club Tunisien de l'EST, la direction nahdiste, à leur tête, le directeur sportif, Mourad Lahlou s'oppose catégoriquement au départ de l'autre pépite du club, Redouane Zerdoum (21 ans) sollicité par l'étoile du Sahel et l'espérance de Tunis. Dans une déclaration à liberté, Lahlou indique que "Nous n'allons pas quand-même vider l'équipe, à ce rythme là, on risque de perdre tous nos meilleurs éléments. C'est la raison pour laquelle je refuse catégoriquement le départ de Zerdoum au moment où on est entrain de chercher à renforcer notre équipe. Je le dis et le répète Zerdoum ne sera en aucun cas autorisé à quitter le NAHD c'est une décision irrévocable, on vient juste de transférer Lamine Touggai vers l'espérance de Tunis pour un montant de 200.000 Euros et une plus value de 15%, c'est fini on doit penser à l'intérêt du club avec un important match qui nous attend à Larbâa".

Infrastructures Réouverture prochaine du stade "Chahid Mohamed Bensaïd" de Mostaganem

Le stade "Chahid Mohamed-Bensaïd", relevant du complexe sportif "Commandant Ferradj" de Mostaganem, rouvrira ses portes dans les prochains jours pour permettre à l'Espérance locale d'y recevoir ses adversaires lors de la deuxième partie du championnat, a-t-on appris hier du club de Division nationale amateur (Gr.Ouest). Le stade en question a été fermé il y a un peu plus de deux mois après la détérioration de sa pelouse en gazon naturel. La fermeture du stade a permis d'entreprendre des travaux de réfection de la pelouse "qui s'est sensiblement améliorée", a-t-on précisé. L'ES Mostaganem, 7ème au classement en championnat, a été contraint de retourner au stade communal où elle a terminé la phase aller, a-t-on rappelé. Le complexe sportif "Commandant Ferradj" a été rouvert la saison passée après près de trois ans de fermeture durant lesquels l'infrastructure a fait l'objet d'une vaste opération de réaménagement ayant permis, entre autres, la réfection du gazon naturel du stade "Chahid Mohamed-Bensaïd" et du terrain de réplique. Des équipements ont été également acquis par la direction locale de la Jeunesse et des Sports pour permettre le suivi, la maintenance et la préservation du gazon naturel de la pelouse. Une session de formation, encadrée par un expert, a été organisée au profit de 10 agents chargés de la maintenance des stades de Mostaganem, Mascara et Médéa, sur les techniques de réfection du gazon naturel et d'utilisation de ces équipements. Néanmoins, ces mesures n'ont pas empêché la pelouse du stade "Chahid Mohamed Bensaïd", d'une capacité d'accueil de 18.000 places, de se dégrader, notamment après les premiers matches de la saison en cours. Une enveloppe de 1,1 milliard DA avait été dégagée pour la rénovation du complexe sportif "Commandant Ferradj". L'opération a touché, outre le stade de football, la piscine, la salle omnisports, les terrains ouverts de basketball, de volley-ball et de tennis, a-t-on rappelé.

Jeunesse et Sports : Le nouveau ministre, Sid Ali Khaldi, prend ses fonctions



Le nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a pris samedi à Alger ses nouvelles fonctions en remplacement de Raouf Salim Bernaoui, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence des cadres du secteur. "Je remercie le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance placée dans ma personne à la tête d'un secteur stratégique qui constitue une des priorités de son programme, à travers le lancement d'un processus pour la promotion du département de la jeunesse et des sports. Je veillerai à assurer la poursuite des efforts consentis par mon prédécesseur qui a pris les rênes de ce secteur dans une conjoncture très difficile", a déclaré M. Khaldi dans une brève allocution, en présence de Noureddine Morceli, le nouveau secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite. Après avoir remercié son prédécesseur pour la travail accompli durant les huit derniers mois à la tête de ce secteur, le nouveau ministre a exprimé sa détermination à séparer "l'argent sale du sport et à poursuivre le travail engagé jusque-là dans

le cadre de la stabilité, de la concertation et de la coordination avec tous les acteurs concernés, au sein d'une République démocratique qui respecte les lois et règles de l'éthique". De son côté, le désormais ancien ministre de la Jeunesse et des Sports a passé en revue les "réalisations" accomplies sous sa direction, notamment la consécration dans les différentes disciplines avec, à la clé, "plus de 1120 médailles dont 333 or, grâce aux efforts des athlètes et le travail des cadres du MJS à tous les niveaux". Lors de cette cérémonie, l'ancien champion olympique du 1500 m, Noureddine Morceli, a pris également ses fonctions de secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite. "C'est une grande responsabilité notamment dans cette conjoncture sensible que traverse le pays, d'où la nécessaire conjugaison des efforts et de la coopération au service du pays pour répondre aux aspirations de nos sportifs qui s'apprentent à participer aux Jeux olympiques 2020 à Tokyo et Jeux méditerranéens 2021 à Oran", a-t-il souligné.

Bessa N

Al Rayyan : Un triplé et une offrande pour Yacine Brahimi

L'international algérien d'Al Rayyan Yacine Brahimi a été impressionnant ce vendredi lors de la victoire des Rouge et Noir sur la pelouse d'Umm Salal (4-0), en signant un triplé et une passe décisive à l'occasion de la 12e journée de la Qatar Stars League. Brahimi a servi dès la 5e minute Hatem pour l'ouverture du score après avoir éliminé trois joueurs d'Umm Salal. L'ancien joueur du FC Porto a entamé son choix peu après la demi-heure de jeu en doublant la mise du droit sur un service d'Al Harazi. Il

plantera deux nouveaux buts après la pause. Le premier d'une frappe poteau rentrant des 18 mètres (54') et le second sur penalty treize minutes plus tard. Il cédera sa place dans la foulée à Sebastian Soria. Ce triplé permet à Brahimi de rejoindre son compatriote Baghdad Bounedjah en tête du classement des buteurs de la Qatar Stars League avec 10 réalisations chacun. Au classement, Al Rayyan qui n'a toujours pas perdu cette saison revient provisoirement à un point du leader Al Duhail qui jouera demain face au Qatar SC

Selon le site Don Balón Mandi dans le "viseur" du FC Barcelone



Les dirigeants du FC Barcelone s'emploient de trouver un joueur évoluant en charnière centrale dont la piste de l'international algérien de Real Bétis, Aissa Mandi, serait favorisée. C'est ce qu'ont révélé quelques médias ce vendredi. Selon le site Don Balón, le FC Barcelone serait très intéressé par Aissa Mandi et prêt d'engager le joueur dans les jours à venir, et ce pour pallier au départ du défenseur

français, Samuel Umtiti, qui devrait rejoindre quant à lui un des clubs de la capitale anglaise, en l'occurrence Arsenal. Selon toujours le même site, les dirigeants catalans auraient beaucoup apprécié les rendements du champion d'Afrique, considéré comme l'un des meilleurs défenseurs du championnat espagnol "La Liga". Ce joueur de 28 ans est sous contrat, faut-il le souligner, avec son club jusqu'à l'été 2021.

Coopération FAF-UEFA Le développement du football féminin à l'ordre du jour

Le dossier de développement du football féminin en Algérie sera au centre de la visite de travail de cinq jours entamée samedi par l'experte du football féminin de l'UEFA, Hesterine De Reus, a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAF). Plusieurs étapes sont au programme de l'experte de l'Union européenne de football (UEFA) qui va travailler en étroite collaboration avec la direction technique nationale présidée par Ameur Chafik. Durant son séjour en Algérie, elle effectuera une visite au Centre technique national (CTN) de Sidi-Moussa (Alger), lieu de préparation des équipes nationales. Une réunion avec les représentants du football féminin (la présidente de la Commission du football féminin - CFF-, le président de la Ligue nationale de football féminin -LNFF-, le chef de Département de développement du football féminin et des staffs des sélections féminines), en présence du président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, est également au programme de la représentante de l'instance européenne. Des réunions de travail avec le Directeur général des sports du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et avec la Fédération algérienne de sport scolaire (FASS) sont programmées dimanche, selon la FAF. Hesterine De Reus va, par ailleurs, se réunir lundi avec les représentants des clubs de football féminin, en présence de Radia Fertoul (CFF) et Djamel Kashi (président de la LNFF) au niveau du siège de la FAF à Dely Ibrahim (Alger). Les deux derniers jours de son séjour en Algérie seront consacrés à des matchs de rue du football féminin ainsi qu'à des séances d'entraînement de jeunes benjamines et à une visite de l'Académie de la FAF de Khemis Miliana.

Bilel C

Challenge Ahmed Kellouche de cross country: 1100 athlètes au départ de la 47e édition

Quelques 1100 athlètes participent à la 47^{ème} édition du challenge national de cross country "Ahmed Kellouche", qui s'est ouverte hier à Chlef. Ce challenge national se déroulera sur le parcours de "Chekka" à l'entrée ouest de Chlef. Un total de 85 équipes représentant 23 wilayas sont en compétition. La participation étrangère est représentée par trois pays qui sont là Libye, la Tunisie et le Maroc. Ce challenge se déroule dans de "bonnes conditions organisationnelles" a indiqué le responsable de la fédération locale d'athlétisme Brahim Sebihi. Il a observé que la participation maghrébine à cet événement sportif va rehausser le niveau de la compétition et permettrait aussi de découvrir de nouveaux talents qui vont renforcer l'équipe nationale d'athlétisme", a-t-il ajouté. Les courses se poursuivront dans les différentes catégories (pour les deux sexes) à savoir les minimes, les benjamins, les cadets, les juniors et les seniors.

Un cachet international sélectif

La 47^{ème} édition du Challenge Ahmed Kellouch, placée sous le haut patronage du wali de Chlef, en collaboration avec la Fédération algérienne d'athlétisme, la DJS et la ligue de la wilaya d'athlétisme, se déroule sur un magnifique parcours, un site qui se trouve à quelques kilomètres de la ville et qui a abrité par le passé des compétitions nationales et internationales. Le site vient de bénéficier de réaménagements pour la circonstance. Plusieurs réunions ont été tenues à la wilaya et à la direction de la jeunesse et des sports présidées respectivement par Madame la secrétaire générale de la wilaya et le directeur de la jeunesse et des sports. Tous les points liés à l'organisation, la mobilisation des moyens humains et matériels pour l'embellissement de la ville afin de donner aux invités une belle image du pays. Toutes les parties impliquées ont travaillé avec acharnement grâce à leur expérience pour la réussite de cette épreuve internationale. Tous les aspects ont été passés dans les moindres détails afin d'accueillir dans les meilleures conditions les 1.700 participants représentant les 48 wilayas. Il faut rappeler qu'une permanence a été assurée au niveau de la Ligue d'athlétisme de la wilaya. Des athlètes sont venus des pays voisins, à savoir le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye. Les délégations ont été hébergées au niveau de plusieurs structures. Les délégations, accueillies au centre de loisirs scientifiques, ont été logées au niveau de plusieurs structures, à Ouled Farès, Chettia, Oum Drou et Chlef, les deux centres de formation administrative (CFA), l'auberge de Chlef et le centre de regroupement des équipes nationales. Toutes ces structures ont été rénovées pour la circonstance. D'autre part, l'hébergement et la restauration ont été assurés au niveau des hôtels de la ville. Pour ce faire, des subventions conséquentes ont été allouées par l'APW, l'APC de Chlef, l'ECDE et la radio de Chlef. D'autres sponsors et non des moindres se sont manifestés. Concernant les récompenses, il sera attribué aux cinq premiers athlètes, filles et garçons de chaque catégorie, des primes individuelles alléchantes, en plus des médailles. Des coupes seront remises aux équipes et clubs classés dans les trois premières places de chaque course en plus des tableaux d'honneur. La coupe du challenge sera remise à l'équipe ayant décroché les meilleurs résultats dans toutes les courses. Une coupe est prévue pour la délégation qui comprendra le plus grand nombre de participants. On précisera que des invitations ont été adressées à des cadres du ministère de la Jeunesse et des Sports, des représentants du Comité olympique algérien et de la Fédération algérienne d'athlétisme, à plusieurs entraîneurs nationaux de la discipline, les autorités locales civiles et militaires, la presse écrite, la radio locale, les correspondants des chaînes de télévision, des stars de l'athlétisme algérien parmi lesquelles Nouredine Morceli. Parmi les objectifs du challenge, outre la commémoration de l'assassinat de Kellouch Ahmed par une patrouille de l'armée coloniale à la fleur de l'âge (17 ans et demi), ce rendez-vous est sélectif pour les équipes nationales pour la qualification au championnat du monde. La jeune Rezek Ghania, de la commune d'El-Marsa dans la wilaya de Chlef, risque de créer l'exploit dans la catégorie des juniors. Elle fait partie de l'équipe nationale junior. Quoi qu'il en soit, ce challenge international suscite l'engouement des Chéelifiens qui attendent de voir à l'œuvre l'élite nationale et les meilleurs athlètes de chaque wilaya ainsi que ceux des pays voisins.



Championnat d'Algérie de Taekwondo (1e J) Les favoris dominent les débats



Les athlètes des clubs d'Alger et de Tizi-Ouzou, grands favoris pour le sacre final du Championnat d'Algérie de taekwondo "spécialité kyorugi", ont largement dominé les épreuves de la première journée, disputées vendredi à la salle Harcha-Hacène (Alger). La première journée a été consacrée à toutes les catégories dames: -46 kg, -49 kg, -53 kg, -57 kg, -62 kg, -67 kg, -73 kg et +73 kg, tandis que celles des messieurs a connu le déroulement de trois poids: -80 kg, -87 kg et +87 kg. La seconde journée, prévue samedi, concernera les catégories messieurs -54 kg, -58 kg, -63 kg, -68 kg, -74 kg. 'Il faut savoir que le Championnat d'Algérie seniors est dominé par les mêmes noms depuis plusieurs années, et ça a été confirmé vendredi. Concernant le niveau technique global de cette première journée, il est assez bon et très prometteur pour les jours à venir", a déclaré le secrétaire général de l'instance, Samir Mayana. Ce rendez-vous sportif a enregistré la participation de 184

athlètes chez les messieurs et 84 chez les dames, issus de 22 Ligues de wilaya. Selon le même responsable, cette compétition va permettre aux entraîneurs nationaux de prospecter de nouveaux talents susceptibles de renforcer les rangs de la sélection nationale seniors. "J'estime que plusieurs athlètes vont se donner à fond sur le tapis pour assurer des places dans les différentes équipes nationales en vue d'une éventuelle convocation en équipe nationale qui participera au Championnat arabe prévu les 28 et 29 janvier prochains aux Emirats arabes unis, avant d'aborder dans les mêmes lieux, un tournoi international entre le 1er et le 3 février, classé en G1", a expliqué le SG. Et d'enchaîner: "Pour cette édition, nous avons également lancé l'arbitrage vidéo de 2^e génération, conformément aux normes adoptées par la Fédération internationale". Pour le bon déroulement de cette échéance nationale, la Fédération a mobilisé 27 arbitres nationaux et 8 internationaux.

Championnat régional de powerlifting à Oran : Les athlètes de Sidi Bel-Abbès s'illustrent



Les représentants de Sidi Bel-Abbès se sont illustrés, vendredi soir, au championnat régional de powerlifting seniors dames et messieurs, disputé deux jours durant à Oran. Les athlètes belabbésiens ont imposé leur domination dans cette compétition dans les trois mouvements (squat, développé couché, soulevé de terre) en présence d'un public nombreux. Le niveau technique de cette phase régionale a été jugé "appréciable" chez les messieurs et "moyen" chez les dames, selon le directeur de la compétition, le juge-arbitre international

Tayeb Mourad. Cette compétition, organisée par l'association sportive "Ibn Sina" d'Oran de bodybuilding et powerlifting, en collaboration avec la Fédération de la discipline, a mis en lice une quarantaine de concurrents dans dix catégories de poids chez les hommes et trois chez les dames, représentant six clubs de quatre wilayas (Relizane, Sidi Bel-Abbès, Ain Témouchent et Oran). Les trois premiers de chaque catégorie sont qualifiés pour la phase finale du championnat d'Algérie prévue du 26 au 29 mars prochain à Médéa.

Ebola Un traitement efficace à 90% testé en RDC

Deux médicaments expérimentaux se sont révélés d'une efficacité redoutable contre le virus Ebola lors d'un essai clinique en République démocratique du Congo. Chez les patients récemment infectés, le taux de survie s'élève à environ 90 %. Une réussite telle que l'étude sera arrêtée pour que tous les participants soient soignés par ces traitements. L'espoir d'un traitement du virus Ebola se dessine, deux médicaments ayant augmenté significativement le taux de survie de patients dans le cadre d'un essai clinique en République démocratique du Congo, ont annoncé les autorités sanitaires américaines, qui ont co-financé l'étude. La phase actuelle de cette étude, initiée en novembre dans le pays africain, sera arrêtée afin que tous les futurs patients reçoivent ces traitements ayant démontré des résultats positifs, ont ajouté les Instituts nationaux de santé américains (NIH). Les traitements REGN-EB3 et mAb114 « sont les premiers médi-

caments qui, dans le cadre d'une étude scientifique solide, ont clairement montré une diminution significative de la mortalité chez les personnes atteintes du virus Ebola », a souligné auprès de l'AFP Anthony Fauci, directeur de l'Institut américain des maladies infectieuses et des allergies, qui fait partie du NIH. Parmi les quelque 500 personnes dont les données ont été analysées (sur un total de 681 participants), la mortalité est tombée à 29 % avec le REGN-EB3 et à 34 % avec le mAb114, a détaillé Anthony Fauci. Chez les patients infectés récemment et traités suffisamment rapidement, le taux de mortalité chute respectivement à 6 % et 11 % pour le REGN-EB3 et le mAb114. Pour les personnes ne prenant aucun traitement, le taux de mortalité est compris entre 60 et 67 %. Ces deux traitements sont des anticorps monoclonaux qui agissent en neutralisant la capacité du virus à affecter d'autres cellules. Les patients qui recevaient deux autres traitements dans



le cadre de l'étude, ZMapp et Remdesivir, pourront faire le choix de changer pour les deux médica-

ments précédemment cités ayant prouvé leur efficacité. Les taux de mortalité pour le ZMapp et le

Remdesivir étaient respectivement de 49 % et 53 %.

En prenant du poids, du gras s'installerait dans nos poumons

Selon une récente étude, de la graisse pourrait bel et bien pénétrer dans nos poumons et endommager nos capacités respiratoires lorsqu'on est atteint de surcharge pondérale. Des chercheurs viennent de faire une découverte inédite : chez les personnes en surpoids ou obèses souffrant de maladies respiratoires, on retrouve plus de graisse dans leurs poumons que chez les autres après la mort. En effet, ces observations ont été réalisées par John Elliot, chargé de recherche à l'hôpital Sir Charles Gairdner de Perth en Australie et son équipe, sur des patients qui avaient fait don de leur corps à la science. La communauté scientifique savait déjà que le risque de maladies respiratoires était accru en cas de surpoids ou d'obésité mais n'avait jamais observé de graisse à l'intérieur des poumons de per-



sonnes malades. C'est en cela que la conclusion de leur étude, publiée dans L'European Respiratory Journal, est inédite. Les patients étaient soit mort d'une cause annexe soit mort de la maladie respiratoire pour

laquelle ils ont été inclus dans l'étude. Enfin, le taux de graisse dans les poumons a été comparé à des personnes décédées ne souffrant d'aucune maladie respiratoire.

OMS Les cas de rougeole dans le monde ont triplé

Les cas de rougeole dans le monde ont quasiment été multipliés par trois depuis janvier par rapport à la même période de l'an dernier, a annoncé dernièrement l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les chiffres publiés par l'OMS montrent que du 1er janvier au 31 juillet 364.808 cas ont été enregistrés, contre 129.239 l'an dernier à la même période. Il s'agit des chiffres "les plus élevés" jamais enregistrés depuis 2006, a déclaré un porte-parole de l'OMS, Christian Lindmeier, lors d'un point de presse à Genève. Les plus grands nombres de cas ont été enregistrés en République démocratique du Congo (RDC), à Madagascar et en Ukraine. A Madagascar, "le nombre de cas a cependant considérablement diminué au cours des derniers mois" à la suite des campagnes nationales de vaccination d'urgence contre la rougeole, a relevé l'OMS. D'autres flambées majeures sont en cours en Angola, au Cameroun, au Tchad, au Kazakhstan, au Nigeria, aux Philippines, au Soudan du Sud, au Soudan et en Thaïlande. Les Etats-Unis ont eux enregistré leur plus grand nombre de cas de rougeole depuis 25 ans. La rougeole est l'une des maladies les plus contagieuses au monde et les décès sont le plus souvent dus à des complications. Il n'existe pas de traitement curatif, mais elle peut être prévenue par deux doses d'un vaccin "sûr et très efficace", selon l'OMS. Dans la région européenne, les chiffres ont doublé avec près de 90.000 cas signalés cette année: ce chiffre dépasse largement celui enregistré pour l'ensemble de l'année 2018 (84.462).

La purée de patates pour booster les performances sportives

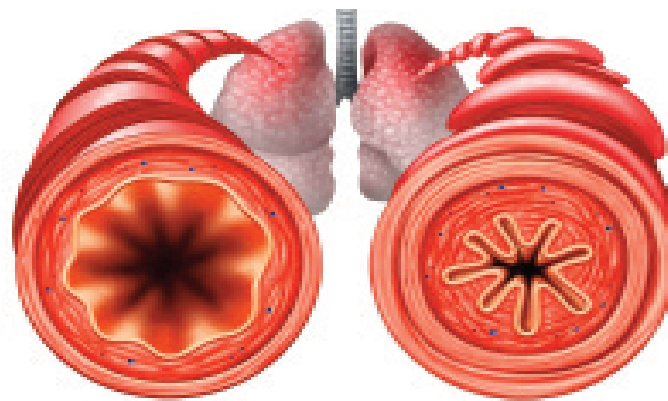
La pomme de terre serait un carburant aussi efficace pour les sports d'endurance que les gels énergétiques qu'affectionnent les cyclistes ou les coureurs de fond, d'après une étude parue dans Journal of Applied Physiology le 17 octobre. Les chercheurs ont recruté 12 cyclistes chevronnés pour participer à une compétition de 120 minutes suivi d'un contre-la-montre sur des vélos d'intérieur. Certains devaient consommer de l'eau pure, d'autres un gel énergétique ou une portion équivalente en glucides sous forme de purée de pommes de terre durant l'effort. Résultat : « Les deux groupes ayant ingéré des pommes de terre ou des gels aux quantités recommandées d'environ 60 grammes par heure pendant l'épreuve ont vu une augmentation significative de leurs performances par rapport à ceux n'ayant bu que de l'eau », rapporte Nicholas Burd, l'auteur principal. Le taux de glucose sanguin et le rythme cardiaque étaient similaires chez les



deux groupes, et ceux ayant mangé la purée ont même obtenu de meilleurs temps au contre-la-montre. La patate présente quand même quelques inconvénients : les participants du groupe « purée » ont ainsi indiqué souffrir de problèmes digestifs et de flatulence. « C'est parce qu'il faut ingérer une grande quantité de pommes de terre pour

atteindre un niveau équivalent de glucose à celui des gels », justifie le chercheur. Avaler de la purée tout en pédalant ne doit pas non plus être très évident. En revanche côté coût, la patate est imbattable. À noter que l'étude a judicieusement été financée par l'Alliance pour la recherche et l'éducation sur la pomme de terre.

Présence de graisse Causalité ou conséquence ?



Si les hypothèses fusent dans la tête des scientifiques, comme l'aggravation de l'inflammation ou l'épaississement des voies respiratoires en réponse à l'envahissement de la graisse, le problème de la causalité reste entier. Comment savoir, étant donné que les patients sont morts, si ce phénomène se produit en amont de la maladie ou lorsque le patient est décédé. Néanmoins, dans le doute, les personnes ayant des problèmes respiratoires tels que l'asthme devraient bénéficier de conseils afin de maintenir un poids « sain ».

Pour le professeur Thierry Troosters, président de la Société européenne de pneumologie, ces résultats sont très précieux : « Il s'agit d'une conclusion importante sur la relation entre le poids corporel et les maladies respiratoires, car elle montre comment l'excès de poids ou l'obésité pourrait aggraver les symptômes chez les personnes souffrant d'asthme. Cela va au-delà de la simple observation selon laquelle les patients atteints d'obésité ont besoin de mieux respirer avec l'activité et l'exercice, ce qui alourdit leur charge ventilatoire. »

Ghardaia : Trois sœurs décédées suite à l'inhalation de gaz émis par un chauffe-eau

Trois sœurs hospitalisées vendredi après avoir inhalées du gaz de monoxyde de carbone en raison d'un chauffe-eau au gaz défectueux dans leur domicile, situé dans la localité de Ben-Izguen (Ghardaia), sont décédées à l'Hôpital Brahim Tirichine, a-t-on appris de sources hospitalières. Selon les éléments de la protection civile, les trois sœurs âgées entre 9 et 12 ans ainsi que leur mère de 41 ans ont été évacuées vivantes vers le service des urgences de l'hôpital après avoir inhalées du gaz de monoxyde de carbone émis par le chauffe-eau défectueux dans leur domicile "mal aéré" au moment où la mère prenait son bain. La mère est actuellement hospitalisée au service de réanimation et son pronostic vital est hors danger, précise la source. Les services de la protection civile demandent aux citoyens de procéder régulièrement à la vérification de leur appareils de chauffage et de chauffe bain par des spécialistes afin d'éviter des accidents et autres incendies domestiques. Les services sécuritaires compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident domestiques.

Ain Defla Un réseau spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale démantelé à Tachta

Les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Tachta (55 km au nord d'Ain Defla) ont démantelé mercredi dernier un réseau de cinq personnes (âgées entre 23 et 38 ans) s'adonnant à la falsification et au trafic de la monnaie nationale, en saisissant plus de 260.000 dinars, a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication du groupement local de ce corps de sécurité. Ayant eu vent d'informations faisant état d'un individu s'adonnant à la falsification et au trafic de la monnaie nationale au niveau de Tachta, les gendarmes de la brigade de cette localité, appuyés par leur homologues d'El Attaf et des éléments de la section de recherche et d'intervention (SSI) d'El Abadia ont mis en place un plan visant sa neutralisation, a-t-on précisé. Les vastes recherches lancées ont permis aux gendarmes d'arrêter la personne en question en compagnie de trois de ses acolytes, saisissant la somme de 264.000 dinars (coupures de 2000 dinars) que la bande s'appropriait à écouler sur le marché, a-t-on fait savoir, signalant qu'une cinquième personne appartenant à la bande est actuellement recherchée. Présenté jeudi au procureur de la république près le tribunal d'El Attaf, deux des mis en cause ont été placés au niveau de l'établissement de prévention de la ville au moment où les deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire, a-t-on conclu de même source.

Accidents de la route : 7 morts et 41 blessés en 48 heures

Sept (7) personnes sont mortes et 41 autres ont été blessées dans 9 accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi hier par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine où deux (2) personnes sont décédées et 11 autres ont été blessées suite au renversement d'un véhicule survenu au niveau de la zone industrielle Balma dans la commune de Constantine, a précisé la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 9 incendies notamment urbains et industriels au niveau de plusieurs wilayas du pays ayant causé des brûlures légères à une personne à Alger, à deux autres à El Tarf et des brûlures au premier degré à 2 personnes à Skikda.

Asphyxie au monoxyde de carbone : 11 morts depuis début janvier

Onze (11) personnes sont décédées par inhalation du monoxyde de carbone suite à l'utilisation de dispositifs de chauffage, depuis le 1er janvier dernier, à travers le territoire national, selon un bilan établi hier par la Protection civile. Les caractéristiques du monoxyde de carbone font de lui "un poison redoutablement discret, qui agit le plus souvent dans les habitations, principalement en hiver", selon la



Protection civile, ajoutant que la baisse des températures "augmente les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, ces drames sont souvent dus à des erreurs de prévention en matière de sécurité, l'absence de ventilation, le mauvais montage, un défaut d'entretien et l'utilisation de certains appareils qui ne sont pas destinés au chauffage». La Protection civile, pour qui "la prévention joue un rôle majeur dans la stratégie qu'elle mène pour réduire les risques liés à ce type d'accidents domestiques", appelle les citoyens à respecter les consignes de sécurité obligatoires afin de préserver leurs vies. Elle conseille les citoyens à "ne pas boucher les prises d'air dans les pièces, à penser toujours à ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage (au moins 10 minutes par jour), à ne pas laisser un moteur de voiture en route dans un garage fermé, à entretenir et régler régulièrement les appareils par un professionnel et à appeler le numéro d'urgence de la protection civile le 14 et le numéro vert 1021 en précisant l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace".

Mostaganem : vingt-six personnes appréhendées dans trois tentatives d'émigration clandestine

Vingt-six personnes ont été arrêtées lors de trois tentatives d'émigration clandestine enregistrées ces dernières 24 heures dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris hier du groupement territorial des garde-côtes. Les unités des garde-côtes ont intercepté vendredi, 10 personnes se trouvant à bord d'une embarcation de fabrication traditionnelle à 40 miles marins (64 km) au nord de Cap Ouilis, dans la commune de Benabdelmalek Ramdane (35 km à l'est de Mostaganem). Le même jour, dans la soirée, une autre embarcation a été interceptée, avec à son bord 13 candidats à l'émigration clandestine. L'interception a été opérée à 2 miles marins (3,2 km) au nord de Salamandre, à l'ouest de Mostaganem. Les deux groupes composés de 23 personnes ont été conduits au port commercial de Mostaganem pour suivre les procédures réglementaires en vigueur en ce genre de cas, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, des unités des garde-côtes ont mis en échec, avec la collaboration avec le groupement territorial de la gendarmerie nationale, une troisième tentative d'émigration clandestine à partir de la plage de Kef Lesfar, à Sidi Lakhdar (50 km à l'Est de Mostaganem). Trois individus ont été arrêtés alors qu'ils préparaient un départ clandestin en direction de l'autre rive de la Méditerranée. Un zodiac ainsi qu'un moteur ont été saisis. Les vingt-six mis en cause seront présentées devant la justice pour tentative de quitter clandestinement le territoire national par mer.

Lutte antiterroriste: 13 obus et une bombe de confection artisanale détruits à Ain Defla



Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 03 janvier 2020, treize (13) obus et une (01) bombe de confection artisanale à l'issue d'une opération de fouille et de ratissage à Ain Defla/1ère Région militaire". Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à endiguer la propagation du fléau des drogues dans notre pays, un détachement combiné de l'ANP a saisi, à Ghardaia/4ème RM une grande quantité de kif traité s'élevant à 500 kilogrammes", ajoutant que "d'autres détachements en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 136 kilogrammes de la même substance à Maghnia/2ème RM et El Oued/4ème RM». Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appré-

hendé à Médéa/1ère RM neuf (09) narcotrafiquants et saisi 6 073 comprimés psychotropes, trois (03) véhicules touristiques et une somme d'argent estimée à 70 millions de centimes", alors que des détachements de l'ANP "ont saisi lors d'opérations distincts menées à Djanet/4ème RM, Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6ème RM, trois (03) véhicules tout-terrain, 13 groupes électrogènes, huit (08) marteaux-piqueurs, cinq (05) broyeurs de pierres, cinq (05) appareils de forage et d'autres objets». Par ailleurs, des éléments des Garde-côtes et de la Gendarmerie nationale "ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 151 personnes à Oran/2ème RM, El Taref/5ème RM, Chlef et Tipaza/1ère RM, tandis que 21 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tindouf/3ème RM et Djanet/4ème RM".

CRAAG Séisme de 3 degrés près de Boumerdes

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 21h 45 (heure locale) dans la wilaya de Boumerdes, a annoncé le centre de Re-

cherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG) de Bouzaréah. L'épicentre du séisme a été localisé à 2 km au nord de Legata (wilaya de Boumerdes), précise le CRAAG.

Fuite de gaz dans un puits injecteur à Hassi-Messaoud : La situation a été très vite maîtrisée (Sonatrach)



Une fuite de gaz survenue jeudi au niveau d'un puits injecteur de gaz, situé à 30 km au nord de Hassi-Messaoud, loin de la zone urbaine, a été très vite maîtrisée par les équipes spécialisées de la Sonatrach, indiquait hier la compagnie nationale dans un communiqué. "Suite à une fuite de gaz, constatée jeudi 2 janvier, vers 19h30,

au niveau de ce puits injecteur, les équipes spécialisées de Sonatrach sont aussitôt intervenues et ont pris toutes les dispositions techniques et de sécurité pour le contrôle de la situation", souligne la compagnie. "Aucun dommage humain n'a été enregistré et aucun impact sur l'environnement n'a été constaté", rassure Sonatrach.

Le Monde

De l'administration

Quotidien National d'Information

**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST RESERVÉ
POUR VOS PUBLICITÉS**

Pour plus de détails contactez nous au :



023 95 70 70

Ou par Email au :



monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNIK

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
LONDATOUS

MME SEMROUNIK

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SAUM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAXTEL
023957070

COMPTE NUMERO

006001122145436147 BDL

ANCP TEL 001731778

033737138

FAX 023739949

DIRECTION

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SA

Comment booster votre carrière avec le CV en ligne ?

La création d'un CV est une étape essentielle dans l'évolution de votre carrière. A divers moments de votre parcours professionnel, vous devrez changer de poste et savoir vous vendre le mieux possible. Avec un CV professionnel de qualité, vous mettez toutes les chances de votre côté pour accéder à des postes qui vous intéressent. Aujourd'hui, explorons ensemble la piste du cv en ligne.

1-Travaillez depuis votre téléphone, tablette ou ordinateur

Le monde actuel est en constante évolution et il est de plus en plus difficile de travailler depuis un seul ordinateur. Avec un service en ligne comme le cv en ligne, vous pouvez travailler sur votre CV depuis n'importe quel support digital. Le site est "responsive" et s'adapte aux différents formats de supports. Bien sûr, vous n'allez pas entreprendre le choix de la mise en page ou bien la description de vos expériences les plus significatives sur votre téléphone portable. Mais vous pouvez relire, corriger et apporter des modifications en toute sérénité depuis votre smartphone ou encore de votre tablette. Vous pouvez également, si vous avez oublié vos informations de connexion, vous connectez directement sur la plateforme de CV depuis votre compte LinkedIn ou Google+. Dans bien des cas, cette facilité d'accès et d'adaptation à différents supports est indéniablement un plus qui vous accompagne tout le long de votre création du CV parfait !

2-Choisissez votre CV parmi des dizaines de modèles professionnels

Selon les professions, les CV s'adaptent et répondent à des critères particuliers. Pour chaque secteur d'activité, les CV sont conçus par des experts qui connaissent le secteur en question. Les profils les plus demandés sont les postes de commerciaux, les employés de supermarché, les secrétaires ainsi que les professionnels des ressources humaines, les infirmières et enfin les postes dans l'informatique comme développeur web par exemple. Pour chaque corps de métier, vous pouvez choisir entre plusieurs designs, mais la structure respecte



et met en valeur le profil pour mieux répondre aux critères d'embauche des postes en question. Par exemple, pour les postes commerciaux, les compétences de vente sont particulièrement mises en avant et décrites avec précision. Pour les postes en développement informatique, les compétences techniques sont un must et doivent tout de suite être repérées par les recruteurs qui regardent votre CV. Les concepts importants, l'ordre d'apparition des critères d'embauche, les aspects techniques, les aspects humains de vos expériences... tout compte mais tout doit respecter un ordre d'apparition selon le poste que vous convoitez. De même, selon votre expérience, il existe des modèles de CV simples, de CV étudiant ou encore de CV professionnel avec davantage de

pages. Dans les postes à responsabilités, les personnes qui recrutent aiment analyser plus en détail l'expérience des candidats ainsi que leurs réussites professionnelles et les objectifs qu'ils ont atteints dans leurs postes précédents.

En revanche, pour des emplois saisonniers ou des emplois sans compétences particulières, un CV simple fait souvent l'affaire, car le recruteur ou l'employeur tiendront davantage compte de la personnalité du candidat. Il y a également des modèles de CV adaptés aux étudiants, afin de mettre en valeur chacune de leur expérience universitaire par exemple et les emplois saisonniers ou stages.

3-Profitez de conseils d'experts en recrutement

Les professionnels du recrutement

participent à l'élaboration des sites de CV en ligne. Ils déterminent des listes d'objectifs à respecter si vous voulez avoir le meilleur CV, celui qui va vous placer en tête des candidats. Le design est par exemple essentiel, il doit être aéré et agréable, avec une hiérarchie de titres et une mise en avant des mots-clés, le tout dans une mise en page soignée. Bien sûr, la première page est déterminante et doit contenir des informations précieuses comme les coordonnées, les compétences principales en relation avec le poste brigué, un résumé qui décrit la personne et sa manière de travailler et une mise en avant des dernières expériences, toujours en relation avec le poste pour lequel on postule. Le format est important, certains recruteurs demandent spécifiquement des format Word ou bien des PDF,

il faut observer ces demandes à la lettre si on veut être sélectionné. Parfois les CV passent par des logiciels de recrutement qui trient selon un nombre minimal de mots-clés demandés et présents dans le CV. Pour cette raison, pas besoin d'écrire un poème sur votre CV, allez droit au but et motivez-vous pour arriver parmi le pool de candidats qui seront immédiatement contactés pour un entretien. Enfin, l'orthographe doit être irréprochable. Avec les correcteurs automatiques, de nos jours, il est facile d'éviter de nombreuses fautes d'orthographe. Méfiez-vous cependant de ces programmes car ils ont leurs limites, rien ne vaut la relecture de votre CV par quelqu'un qui a une bonne connaissance de la langue française.

b.m

Astuces pour développer efficacement sa petite entreprise

Quelle que soit l'activité réalisée par une entreprise, le but de son dirigeant est de développer son affaire. Aussi, vendre un nouveau produit, se faire connaître, développer son chiffre d'affaires ou son portefeuille de clients sont autant d'objectifs que l'on essaye d'atteindre pour son entreprise quelle que soit sa taille. Mais pour y parvenir au maximum, il existe différents moyens de prospection qui peuvent être mis en place. Voici quelques astuces à appliquer pour développer efficacement son entreprise.

1-Ciblez vos prospects

La première erreur à éviter est de se lancer dans la prospection sans avoir défini de façon précise votre cible. Pour ce faire, posez-vous des questions comme : « qui pourrait avoir besoin de mes services ou produits ? Qui est concerné par mon offre ? Qui ne l'est pas ? »... Et bien sûr ne vous contentez pas de des trois questions car il s'agit de cerner au plus près votre cible ou vos cibles. Cette technique vous permettra d'atteindre plus facilement vos objectifs. Chaque paramètre est à conserver, écarter ou à étudier comme le lieu de chalan-



dise, la tranche d'âge, la catégorie socioprofessionnelle, hommes ou femmes, professionnels ou particuliers.

2-Préparez votre argumentaire

Au lieu de vous lancer dans un flux désordonné et ininterrompu d'informations, vous devez cibler

vos prospects. Cette étape est facile à réaliser car elle est interdépendante des questions et des réponses que vous aurez apportées. Il sera nécessaire de répondre avec rigueur et précision à certaines questions comme : « À qui vous adressez-vous ? En quoi votre offre répond-elle aux attentes de vos prospects ? Qu'avez-vous à of-

frire de plus par rapport aux autres ? »... Il s'agit donc ici d'organiser votre discours et de faire la présentation de votre entreprise de manière attractive et concise.

3-Choisissez un mode de prospection

Vous avez sûrement l'embarras du choix entre téléphone, lettre publi-

citaire, flyer ou mailing pour réaliser votre prospection. Dans le cas où les retours positifs sont inégaux selon votre ciblage, selon la pertinence de votre message et selon votre mode de prospection, vous devez rester à l'aise. Il ne faut pas que votre interlocuteur sente que vous ne l'êtes pas. Le mieux est de trouver par vous-même le canal de prospection qui vous convient. Mais attention, cela ne veut pas dire que vous n'avez pas le droit d'utiliser d'autres supports pour élargir votre prospection !

4-Pensez aux besoins du client

Penser aux besoins du client c'est savoir à peu près ce qu'ils veulent. C'est aussi être à leur écoute et proposer un produit ou un service qui leur convient parfaitement. Il vous faut donc adapter votre vision avec celle de vos prospects. Vous devez les mettre au cœur de votre activité et de votre message. C'est pour répondre à leurs besoins que votre entreprise a été créée. Vous devez donc prêter attention et écouter vos futurs clients et quitter vos idées reçues. Rien n'est plus difficile que de sortir de conceptions préétablies.

B.M

Le Monde

De l'administration

Quotidien National d'Information

**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST RESERVÉ
POUR VOS PUBLICITÉS**

Pour plus de détails contactez nous au :



023 95 70 70

Ou par Email au :



monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNIK

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
LONDATOUS

MME SEMROUNIK

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SAUM

SIÈGE SOCIAL

22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
021357070

COMPTE NUMERO

005001102145636147 BDL

ANCP TEL 021371778

0213717138

FAX 0213715559

DIRECTION

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SIA

Crise libyenne:

Les notables des tribus Touaregs de Libye saluent la position de l'Algérie

Les notables des tribus Touaregs et représentants de la société civile en Libye ont salué, samedi au poste frontalier Tin Alkoum (Djanet), la position de l'Algérie concernant la crise libyenne. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de remise des aides humanitaires algériennes en faveur du peuple libyen, le président du Conseil social des tribus Touaregs libyennes Hocine Al Kouni a exprimé ses remerciements au Président de la République Abdelmadjid Tebboune "pour son engagement à réactiver le rôle de la diplomatie algérienne en faveur du règlement de la crise libyenne". Affirmant que "la population de la zone frontalière Ghat veille à la sécurité de l'Algérie", le responsable libyen a assuré que "la sécurité de l'Algérie est liée à la sécurité de la Libye". Soulignant le soutien constant de l'Algérie au peuple libyen à travers les caravanes humanitaires et les relations de fraternité liant les deux peuples, le président du Conseil social des tribus Touaregs libyennes a tenu à adresser au peuple algérien ses condoléances suite au décès du Moudjahid Général de Corps d'armée Ahmed Gaïd Salah. De son côté, le directeur de la section Ghat du Croissant rouge libyen, Mansour Wali

Abdelouhab, a affirmé que "l'aide octroyée au peuple libyen n'est qu'une tradition que l'Algérie renouvelle à chaque occasion". Rappelant que "cette caravane d'aides humanitaires est la sixième du genre", il a salué "la solidarité de l'Algérie avec le peuple libyen depuis 2011". "Les peuples libyen et algérien sont unis par des liens de sang et de fraternité", a-t-il ajouté souhaitant voir ces aides se poursuivent au profit des populations des régions impactées par les luttes politiques en Libye. «Pour sa part, le membre de l'Assemblée communale de Ghat, Djamel Ahmed Salim a appelé l'Algérie à "œuvrer à la réunion de l'ensemble des com-

posantes du peuple libyen pour le dialogue", soulignant "l'importance des initiatives favorisant le dialogue libo-libyen loin de toute ingérence étrangère, thèse défendue par l'Algérie". Composée de camions chargés de plus de plus de 100 tonnes d'aides humanitaires de denrées alimentaires, médicaments, vêtements, tentes, groupes électrogènes et autres nécessaires, la caravane s'était ébranlée de l'aéroport de Djanet où cette cargaison était parvenue via un pont aérien militaire depuis l'aéroport de Boufarik à bord de trois (03) avions militaires en coordination avec le Croissant-Rouge algérien (CRA) et l'Armée nationale populaire (ANP).



Un livreur algérien poignardé à mort à Londres

La police britannique a ouvert sa première enquête pour meurtre de l'année, après qu'un livreur algérien de 30 ans ait été poignardé à mort à Londres. Un Algérien, qui travaillait comme livreur en moto-cyclette pour Deliveroo et UberEats, a été poignardé à mort le 4 janvier à Londres, rapportent les médias britanniques. Agé de 30 ans, l'homme a été retrouvé vendredi soir à Finsbury Park et déclaré mort sur place. Selon des témoins, il a été victime d'une attaque de type «rage au volant» (road rage) à la suite d'une altercation avec un conducteur. Un ami du défunt, cité par metro.co.uk, affirme que ce dernier «était en Angleterre depuis trois ans» et «avait de la famille ici». «Son père est venu sur la scène de crime», raconte-t-il. Rassemblés sur les lieux du drame, plusieurs livreurs ont critiqué les entreprises pour lesquels ils travaillent ainsi que la police qui n'arrive pas à assurer leur protection. «Nous avons été attaqués à plusieurs reprises ici»,

indique un livreur qui affirme avoir été lui-même agressé «par des individus avec une machette». «Et maintenant cet homme a été tué sans raison», dénonce-t-il. La police london-

nienne a ouvert sa première enquête pour meurtre de l'année avec cette affaire. Pour l'instant, aucune arrestation n'a été effectuée et les recherches se poursuivent.



Conseil de la nation:

Tebboune saisi par Bensalah de sa volonté de mettre fin à son mandat

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu une lettre de Abdelkader Bensalah l'informant de sa volonté de mettre fin à son mandat à la tête du Conseil de la nation, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu une lettre de l'ex-chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah l'informant de sa volonté de mettre fin à son mandat à la tête du Conseil de la nation", précise le communiqué qui ajoute que "le Président de la République lui a adressé la réponse suivante:

"M. Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation,

Cher frère,

Vous m'avez informé par le biais de votre correspondance du 29 décembre 2019 de votre volonté de mettre fin à votre mandat à la tête du Conseil de la nation. En vous remerciant de m'informer en premier de votre décision, je tiens à vous réitérer ma profonde gratitude et la reconnaissance de la patrie pour votre dévouement et abnégation au service de l'institution parlementaire, de l'Etat algérien et de notre peuple. L'histoire retiendra, incontestablement, que vous n'avez eu de cesse d'être l'homme de la situation à chaque fois que le pays a fait appel à vous. Veuillez agréer M. le président, l'expression de mes sentiments respectueux"

Solidarité

Les aides humanitaires de l'Algérie remises aux autorités libyennes

La caravane des aides humanitaires octroyées au peuple libyen sur instruction du président de la République Abdelmadjid Tebboune est arrivée hier au poste frontalier Tin Alkoum où elles ont été remises aux autorités libyennes, qui se chargeront de leur distribution aux populations des zones frontalières. La caravane a été accueillie par les autorités locales et militaires de Djanet, à leur tête le wali déléguée Wassila Bouchachi ainsi que des notables des tribus Touaregs en Libye, notamment M. Hocine Al Kouni, président du Conseil social de ces tribus, qui ont salué l'initiative de l'Algérie et apporté leur soutien à sa position de la crise libyenne. Composée de camions chargés de plus de plus de 100 tonnes d'aides humanitaires de denrées alimentaires, médicaments, vêtements, tentes, groupes électrogènes et autres nécessaires, la caravane s'était ébranlée de l'aéroport de Djanet où cette cargaison était parvenue via un pont aérien militaire depuis l'aéroport de Boufarik à bord de trois (03) avions militaires en coordination avec le Croissant-Rouge algérien (CRA). Pour rappel ces aides avaient été chargés jeudi à Alger en présence du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum qui avait déclaré que "les liens de fraternité et les relations de bon voisinage existant entre l'Algérie et la Libye nous imposent d'être aux côtés de ce peuple frère dans la conjoncture difficile qu'il traverse". "Cette cargaison n'est pas uniquement un symbole de la fraternité que voue le peuple algérien à son frère libyen, mais également l'expression de l'engagement de l'Etat algérien et de sa solidarité avec le peuple libyen", avait ajouté le ministre soulignant l'impératif de "parvenir à un consensus entre toute la composante du peuple libyen, loin de toute ingérence étrangère, quelle qu'elle soit".